



Konrad
Adenauer
Stiftung

Bernd Manuel Weischer

Perception historique et culturelle du Maroc

EDITE PAR

HELMUT REIFELD



Perception historique et culturelle
du Maroc

Bernd Manuel Weischer

Perception historique et culturelle du Maroc

Edité par

Helmut Reifeld



Konrad
Adenauer



Publié par

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

© 2013, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Bureau du Maroc

Tous droits réservés.

Toute reproduction intégrale ou partielle, ainsi que la diffusion électronique de cet ouvrage est interdite sans la permission formelle de l'éditeur.

Photo : Axis design

Rédaction : Safae Alaoui Soulimani

Mise en page : Axis Design

Dépôt légal : 2013 MO 1406

ISBN : 968-9954-32-208-6

Imprimé au Maroc.

Edition 2013

Sommaire

7		Préface de l'éditeur
9		I. Histoire
55		II. La question du Sahara
73		III. Culture
104		Table chronologique
105		Cartes historiques

Préface

Bernd Manuel Weischer n'est pas seulement un orientaliste, mais aussi un spécialiste du monde arabo-musulman, de sa culture, de son histoire et surtout de sa tradition mystique. Après plusieurs années dédiées à la recherche et à l'enseignement, et d'innombrables tournées de conférences en Asie et en Afrique, il fut entre 1986 et 1998 mon pré-, pré-, prédécesseur comme représentant résident de la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung au Maroc. Auparavant il a dirigé le bureau de la Fondation en Tunisie. Jusqu'à aujourd'hui il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes allemands sur le Maroc et de la région du Proche-Orient.

Dans son livre, Prof. Weischer a présenté de façon concise, de son point de vue, les connaissances et les événements qui ont marqué l'histoire du Maroc. Il y reflète notamment sa propre expérience, qui retrace des décennies d'échange directe, des affinités particulières de la culture et de la religion au Maroc et également des changements politiques dans ce pays. Dans ses réflexions Prof. Weischer se réfère à sa formation d'orientaliste tout en gardant à l'esprit la diversité culturelle entre les pays musulmans, qu'il a eu l'occasion de comprendre lors des 30 dernières années durant son séjour au Maghreb.

Les sujets spécifiques et les distinctions présentées par Prof. Weischer, différencie son livre des autres publiés sur le même sujet. Même si l'auteur entame son récit à partir du 8^{ème} siècle, néanmoins il met en exergue l'importance de deux époques : la colonisation et l'indépendance, qui ont eu un impact sur la question du Sahara, dont un chapitre y est consacré.

D'autres aspects plus profonds de la culture et des traditions marocaines sont abordés dans ce livre, tout en se référant à l'époque marocco-andalouse, qui fut connu pour sa tolérance

religieuse. Outre la fraternité religieuse ou la littérature mystique, l'auteur évoque notamment l'architecture et la musique, qui a connu son apogée au 20^{ème} siècle. A la fin, le lecteur découvrira l'image d'un Maroc, qui au-delà de son engagement dans un dialogue de tolérance à l'ère du 21^{ème} siècle, cherche à être un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique.

Rabat, avril 2013,
Dr. Helmut Reifeld,
Représentant Résident de la KAS au Maroc

Perception historique et culturelle du Maroc

I. Histoire

Pour commencer il faut se souvenir qu'au cours des mille deux cents ans d'histoire du Maroc ce sont sept grandes dynasties qui ont régné : quatre venaient du Sud du Maroc et du Sahara, deux du Sahara occidental et de l'Atlas comme les Almoravides (1059-1147) et les Almohades (1147-1248), deux autres du Sahara oriental, les Saadiens (1555-1659) et les Alaouites qui règnent depuis 1636 jusqu'à ce jour. Même si, pour appréhender l'histoire du Maroc, l'on choisit de se focaliser sur une région donnée, il ne faut jamais perdre de vue l'ensemble du territoire marocain.¹

La première dynastie du Maroc, *les Idrissides* (789-985), des shiites d'orientation modérée, descendait de la famille d'Ali, le quatrième calife de l'histoire musulmane. Ils peuvent être considérés comme les fondateurs d'un État marocain à plusieurs titres. Ils ont instauré au Maroc le chérifat, c'est-à-dire la tradition chérifienne, soit la filiation des gouvernants au Prophète. Ils ont fondé la ville de Fès (789) et créé le premier Maghzen, le gouvernement sous le Sultan. C'est en outre à eux que l'on doit l'islamisation et l'arabisation du Maroc. L'État englobait les parties septentrionales de l'actuel Maroc jusqu'à Tlemcen, au Sud jusqu'à Kasba Tadla, à l'Ouest jusqu'à la portion septentrionale de la côte Atlantique. Il était étayé par une coalition de Berbères. Idriss I^{er} revêt une grande importance pour les Berbères pour deux raisons : il descendait du Prophète et était l'ennemi des Abbassides qui régnaient à Bagdad ; c'est la raison pour laquelle il fut empoisonné en 791 sur ordre du Calife Haroun ar-Rachid. Pas plus le successeur d'Idriss II que ses descendants ne purent étendre le territoire national. Au Sud de l'actuelle ville de Rabat, jusqu'à Safi, s'étendait l'État berbère indépendant des *Barguata* (744-1058), qui possédait sa propre religion syncrétique et commerçait avec

le Sud (Sijilmassa, le Souss, la Mauritanie). Sa destruction fut seulement l'œuvre des Almoravides.

Jusqu'à l'émergence des Almoravides, ce furent les Meknassa qui régnèrent, annexant des parties de l'Empire des Idrissides et édifiant des ribats à Taza et Meknès. On ne peut cependant les considérer comme une dynastie à part entière en raison de la situation instable qui rendait un déploiement impossible.

Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire du Maroc, des coalitions de tribus indépendantes ainsi que de confréries religieuses jouèrent un grand rôle. Ce fut également le cas lors de l'instauration de la *dynastie almoravide* (1059-1147). Le nom des Almoravides dérive de la locution arabe « Al-Murabitun » (= ceux qui sont alliés) et indique qu'il s'agissait à l'origine d'une confrérie religieuse fondée par les tribus berbères des Sanhadja qui nomadisaient entre le Sénégal et les parties méridionales de l'actuel Maroc. Leur but était de répandre l'islam sunnite d'inspiration malékite dans toute l'Afrique du Nord et en Andalousie. Ils s'appuyaient principalement sur trois tribus du Sahara occidental-méridional, les Lemtuna, les Messuffa et les Godala (soit les Gétules des géographes latins), la première de ces tribus étant la plus importante.

L'Émir godala, Yayha ben Ibrahim, fonda, en revenant d'un pèlerinage à la Mecque, avec deux notables lemtuniens et deux autres godaliens, une petite communauté religieuse, un ribat, sur l'île mauritanienne de Tidra, à proximité du fleuve Sénégal, soutenu par ʿAbdallah ibn Yassin, un Berbère du Sud du Maroc, un prédicateur charismatique. Son islam strictement malékite prenait appui sur une lecture littérale du Coran et répugnait à toute interprétation spirituelle. C'est ainsi que des philosophes musulmans comme Al Ghazzali (mort en 1111) ainsi que la totalité des courants mystiques furent d'emblée rejetés. La notion de « ribat » peut se rapporter soit à une fortification constituant un poste avancé en terre non islamique soit à une confrérie. Cette dernière acception convient mieux au ribat almoravide.

Des archéologues français ont cherché sans succès le ribat almoravide, et on peut se rallier à l'avis de l'orientaliste A. Noth² qui pense qu'il convient de voir dans le ribat des Almoravides le concept de leur confrérie.

Il fallut dix ans, 1042-52, aux nouveaux guerriers de Dieu pour conquérir la totalité du Sahara occidental, une guerre au cours de laquelle périrent Yahya ben Ibrahim et ses successeurs Yahya ben 'Omar et Abu Bekr. La ville d'Audaghost au Sud de la Mauritanie, qui avait été fondée au IXe siècle par des Berbères, puis annexée par le royaume noir du Ghana avec ses riches ressources aurifères, fut reconquise. Ce sont ces événements qui sont à l'origine des voies commerciales empruntées ultérieurement du Sud vers le Nord sur lesquelles transitaient l'or et les esclaves vers le Nord, et le sel, les denrées animales et les produits artisanaux vers le Sud. Le mouvement de conquête des Almoravides s'effectuait désormais en direction du Nord du Maroc. C'est à grand peine que l'Etat berbère indépendant des Barguata (voir supra) fut anéanti. Ibn Yassin trouva la mort en 1059 au cours de cette lutte. Abu Bekr, le fondateur officiel de la dynastie qui fonda en 1070 la ville de Marrakech, qui sera pendant des siècles le siège des sultans, fut tué plus tard lors d'un soulèvement d'insurgés. Il avait laissé le commandement militaire pour la région Nord à son cousin Youssef ben Tachfin qui devait devenir le plus grand souverain des Almoravides et régner près d'un demi siècle de 1061-1106 ; il se donna le titre d' « Emir al-muslimin, soit « Commandeur des musulmans ». Il partit en campagne avec vingt mille guerriers de Dieu pour soumettre tout le Maroc. Il y eut une résistance farouche contre ce chef entouré de théologiens fanatiques, Meknès se rendit, Fès fut conquise au prix d'un terrible bain de sang, Youssef ben Tachfin et ses troupes soumièrent Tlemcen, Oujda et Oran et arrivèrent jusqu'à Alger. Tanger et Ceuta, qui avaient pour suzerains la dynastie des Hammudites de Malaga, ne furent conquis qu'en 1084. Ainsi contrôlait-il l'Afrique du Nord du fleuve Sénégal jusqu'à Tanger, de la côte Atlantique jusqu'à la ville d'Alger.

Sans entrer dans le détail de ce que fut l'*Espagne musulmane*, retenons toutefois un certain nombre de faits. Après l'attaque des Arabes conduits par Tariq ibn Ziyad en 711, une grande civilisation musulmane avait pris naissance en Andalousie avec la fondation de l'émirat de Córdoba, qui avait connu son apogée entre le IXe et le Xe siècle. ʿAbderrahman III prit en 929 le titre de « Calife » que son fils, Al-Hakam II, devait porter également. *La civilisation harmonieuse et tolérante de l'Andalousie*, à laquelle contribuèrent musulmans, juifs, chrétiens, les chrétiens mozarabes, eut un rayonnement légendaire qui s'étendit jusqu'en Europe postcarolingienne, en Afrique et en Orient. Les royaumes chrétiens n'étaient plus présents que dans la région pyrénéenne. Même Pampelune et Burgos furent vaincus et durent payer tribut à Córdoba. En raison de dissensions intestines, l'Espagne musulmane se morcela en une vingtaine de petits Etats qu'on appela les « reinos de taifas ». Diverses tribus régnèrent sur les grandes villes, ainsi des Banu Hud à Saragosse, des Banu ʿAbbad à Séville, des familles berbères régnaient sur Grenade, Carmona, Badajoz et Tolède. Ce fut l'opportunité saisie par Alphonse VI de Castille, un précurseur de la Reconquista, pour combattre avec l'aide du légendaire Cid Campeador les petits royaumes musulmans. Tolède fut reconquise, Saragosse assiégée. Alphonse VI poussa ses troupes jusqu'à Tarifa. C'est dans la panique que Muʿtamid, le souverain de Séville, s'adressa à Youssef ben Tachfin et sollicita son aide.

Les princes musulmans d'Andalousie avaient longtemps hésité car ils craignaient autant Alphonse VI que les guerriers barbares du Sahara. Muʿtamid qui avait ouvert les portes aux Sahraouis avait résumé la situation en une formule : « Plutôt chamelier au Maghreb que porcher en Castille. » Youssef ben Tachfin se rendit fin juin 1086 à Algeiras accompagné de dix-neuf mille hommes, ville qui devait par la suite lui servir de base pour ses opérations militaires. Le 23 octobre 1086 Alphonse VI fut battu à Zallaqa et se replia après avoir été blessé. Youssef ben Tachfin dut retourner au Maroc, son successeur désigné étant mort, mais laissa trois mille soldats sur place. Le

Castillan ne renonça pas et attaqua dans la foulée à Bajadoz les troupes musulmanes qui, bien que placées sous la conduite de Youssef, ne purent rien pour leur défense. En juin 1090 l'Almoravide revint, déçu par la désunion des princes musulmans et dégoûté par la décadence des notables andalous. A l'issue de plusieurs batailles les principautés musulmanes furent soumises par les Almoravides à l'exception de Saragosse et de Valence, cette dernière ne fut occupée qu'en 1101. Ayant dépassé l'âge de 90 ans, Youssef ben Tachfin, « Émir des Musulmans » mourut à Marrakech le 4 septembre 1106 ; lui succéda ʿAli ben Youssef (1107-1143), son fils âgé de vingt-trois ans, dont la mère était une esclave chrétienne. Il était encore plus pieux que son père et très influencé par les théologiens. Au cours de différentes batailles contre les chrétiens, il chercha à maintenir les positions des Almoravides en Espagne, qui connurent autour de 1115 leur plus grande extension. Mais il n'avait pas conscience que la majorité des Andalous pensaient avec nostalgie à la culture andalouse disparue, tandis que les Almoravides, en raison d'une conception intolérante de l'islam, ne pouvaient guère prétendre à leur faveur. Ils étaient nombreux à se rendre compte que l'entourage du Sultan était entièrement corrompu et qu'on allait même jusqu'à recruter des mercenaires chrétiens pour le maintien de l'ordre au Maroc, ce qui anéantissait complètement l'image d'exécuteur des arrêts divins qu'avaient les Almoravides. Aussi, son successeur, Tachfin ben ʿAli (1143-47) ne put-il empêcher l'effondrement de la dynastie.

On pourrait dire, pour résumer, que les Almoravides ont créé le premier grand Royaume marocain en dévalant sur la contrée depuis l'extrême Sud. Ils ont accompli une réforme politique et religieuse et ont contribué à la victoire d'un islam sunnite d'inspiration malékite. On assista aussi à une expansion économique qui ne fut pas due seulement à l'ouverture de nouvelles voies commerciales du Sud vers le Nord mais aussi à la suppression de toutes les taxes superflues qui n'étaient pas stipulées par le Coran. L'idéologie étatique qui portait à l'extrême le système

juridique était simple et pouvait à bon droit être qualifié d'islam sommaire et intransigeant. Cet assujettissement des souverains aux juristes et aux théologiens fut la cause profonde de l'échec de la dynastie. Ce fut d'ailleurs souvent le cas dans l'histoire de l'islam. Pensons par exemple au dernier des grands Mogols Aurangzeb de l'Inde qui par son inféodation aux théologiens étriqués et par la mise en pratique de leurs conseils, par exemple la réintroduction de la Gisiya, l'impôt exigé des non-musulmans, perdit sa souveraineté sur le sous-continent indien ce qui eut pour résultat le partage du subcontinent après l'indépendance.

– Malgré une évolution similaire, il faut accorder aux Almoravides qu'ils surent créer dans le domaine culturel une symbiose des éléments andalous, maghrébins occidentaux et sahariens, qui constitua dans l'ensemble le prolongement de la vieille civilisation andalouse.

La dynastie qui suivit, celle *des Almohades* (1147-1248) (nom provenant de l'arabe : Al-Muwahhidun = ceux qui font profession de foi en l'unicité), tire une nouvelle fois son origine d'un mouvement religieux fondé par le mystique Ibn Toumert. Il se proclama Mahdi et Imâm protégé du péché et infailible. La figure du Mahdi provenait de la tradition chiite. Cette nouvelle idéologie a joué très longtemps un grand rôle dans l'histoire du Maroc.³ Ibn Toumert, le berbère du Haut-Atlas avait séjourné un certain temps en Orient et était entré en contact avec des théologiens célèbres comme Al-Ghazzali, dont les œuvres, il faut le dire, avaient été anathémisées par les Almoravides. Il revint au Maroc vers 1125 avec l'ambition de restaurer la vraie religion et d'introduire une réforme générale des mœurs en s'écartant du modèle des Almoravides qu'il considérait comme hérétique. De son nid d'aigle à Tinmel dans le Haut-Atlas son mouvement qui s'appuyait sur d'importantes tribus berbères comme les Masmudas ne tarda pas à contrôler la totalité de l'Atlas puis les territoires du Sud du Maroc jusqu'au Sahara.

Son meilleur disciple, 'Abd al-Mu'min, un Berbère du Nord, fut le premier souverain des Almohades (1130-1163). À l'issue de plusieurs batailles, il s'empara de la

ville de Marrakech et édifia sur les ruines des monuments almoravides la célèbre mosquée : la Koutoubia. ‘Abd al-Mu’min prit le titre de « calife » et d’« Emir al-Mu’minin », soit Prince des Croyants un titre que portent encore les souverains du Maroc. Il édifia le nouveau califat berbère indépendant. Le système de gouvernement obéissait à un système de gouvernement strictement hiérarchisé. Au sommet se tenait le Calife en sa qualité de meilleur élève de l’imâm, assisté par un collège de dix autres savants, ceux-ci transmettaient leurs ordres à un collège de cinquante cheikhs almohades. Le système administratif était assez semblable au système arabo-andalous et pour l’observateur contemporain il présente politiquement de grandes ressemblances avec celui qui existe aujourd’hui en Iran.

La mort du Mahdi en septembre 1130 fut tenue secrète pendant deux ans. Les Almohades s’abstinrent provisoirement d’entreprendre des conquêtes en raison de leur vulnérabilité dans les plaines ; les Almoravides pouvaient compter sur l’aide d’un corps expéditionnaire conduit par le Catalan Reverter. C’est seulement à la mort de celui-ci que les Almohades du Haut-Atlas purent procéder aux premières conquêtes du Moyen-Atlas. Tlemcen, Oran, Oujda, Meknès et pour finir Fès, Salé et Ceuta se rendirent aussi. Ainsi le Nord du Maroc était-il entre leurs mains, la bataille pour la prise de Marrakech tourna au carnage, la ville tomba aux mains des Almohades en mars 1147. Contre toute attente les conquêtes d’ ‘Abd al-Mu’min se poursuivirent vers l’Est de l’Afrique du Nord jusqu’au Sud de l’actuelle Tunisie où régnaient jusqu’alors les Normands de Sicile avec à leur tête Roger II. L’armée des Almohades qui, sur ces entrefaites, comptait cinq cent mille hommes, atteignit en 1159 l’ancienne province de l’Ifriqiya et restitua à son allié Al-Hassan son trône. Une fois que le royaume almohade eut englobé toute l’Afrique du Nord, une intervention en Espagne était devenue impérative. Après des révoltes contre les Almoravides de petits royaumes s’étaient une nouvelle fois formés (reinos de taifas), ‘Abd al-Mu’min aborda l’Espagne en 1160 avec un corps expéditionnaire, il entreprit ensuite son retour vers Marrakech pour préparer

une expédition de plus grande envergure, mais mourut subitement en 1163 à Salé.

De ses trois successeurs, Abu Ya'coub Youssef (1163-84), Ya'coub al-Mansur (1184-99) et Mohammed An-Nasir (1199-1213), on peut dire que c'est le deuxième qui joua le rôle le plus important. Il put reconquérir de larges pans de l'Espagne musulmane. Après sa victoire à Alarcos contre les chrétiens il se dénomma « le victorieux » (= al-Mansour). Il se rendit également célèbre par une intense activité de bâtisseur. On retrouve les mêmes caractéristiques architecturales au Maroc qu'en Espagne. Dans la ville de Rabat fondée en 1150 par 'Abd I-Mu'min avec sa Kasbah des Oudayas, conçue à l'époque comme nouvelle capitale à mi-chemin entre Marrakech et Séville, il édifia la mosquée Hassan, restée inachevée, dont une partie du minaret subsiste de nos jours encore, à Séville la célèbre Giralda, à Marrakech il conçut une grande kasbah et l'hôpital 'Dar al-Faraj'. Ya'coub 'al-Mansur mourut début 1199.

Son successeur Mohamed An-Nasir eut le plus grand mal à maintenir la cohésion de ce royaume agité par des violences. Ce fut d'abord la province de l'Ifriqiya qui commença à s'effriter, Tunis put toutefois être conservé. An-Nasir voulut continuer la glorieuse politique de son prédécesseur en Espagne. Mais Pedro III d'Aragon et Alphonse VIII de Castille avaient conclu une alliance à l'appel du pape Innocent III pour accélérer la Reconquista. À Las Navas de Tolosa eut lieu le 16 juillet 1212 la grande bataille où les Marocains subissaient une défaite écrasante. Cette bataille marqua le début du déclin des Almohades qui perdirent ainsi de plus en plus de leur autorité au Maroc. An-Nasir s'enfuit à Marrakech où il fut empoisonné l'année suivante.

Al-Ma'moun, son deuxième successeur ne put parvenir au trône qu'avec le renfort de 12 000 soldats chrétiens que Ferdinand III mit à sa disposition. Depuis ce moment-là il y eut des églises à Marrakech et on y entendit sonner les cloches. Le pape Grégoire IX nomma même en 1237 un évêque de Marrakech. Le poste fut pourvu jusqu'à la fin

du XIV^e siècle. Al-Ma'moun se rendit célèbre en abjurant solennellement l'idéologie d'Ibn Toumert à qui il reprocha d'avoir dévoyé les esprits et réintroduisit la tradition malékite. Il était malgré tout évident que le puritanisme d'Ibn Toumert ne pourrait s'imposer à la longue, ce qui représentait d'ailleurs une revanche de l'islam libéral d'Espagne.

Ar-Rachid, le successeur d'Al'Mamoun décédé en 1232 ne put pas non plus restaurer l'autorité des Almohades. Son royaume fut divisé et plusieurs dynasties se le partagèrent : les Hafside à Tunis, les Ziyanides à Tlemcen, les Nasrides de Grenade et les Mérinides de Fès, qui s'emparèrent de la majeure partie du royaume almohade.

Même si les Almohades ne purent pas conserver toutes les positions des Almoravides en Espagne, le royaume marocain connut sa plus grande extension – à un moment donné jusqu'en Libye – grâce aux conquêtes dans la partie orientale de l'Afrique du Nord. Le système de gouvernement rigide (voir supra) dut être amendé avec le temps : à la tête du Makhzen almohade se tenait un ministre qui réglait les affaires politiques sur les instructions du souverain. Divers secrétaires (Katibs), comparables aux conseillers du Roi actuel, venaient pour la plupart d'Andalousie et prenaient en charge toutes les affaires. Le chambellan du Roi, al-Hajib al-malaki, accompagnait le Sultan dans tous ses voyages. La fonction existe encore de nos jours. Le ministre des Finances, Sahib al-ashghal, assumait aussi le commandement en chef des armées. Les trois premiers souverains le furent en conformité avec la doctrine conçue par Yacoub el Mansour et furent religieux. Ils s'entourèrent de poètes et de penseurs. Deux philosophes célèbres, Ibn Tufayl et Ibn Roshd (Averroès) fréquentèrent la cour. Averroès écrivit sa grande œuvre « De substantia universi » à Marrakech. Influencé par lui et par d'autres penseurs andalous, Ya'coub al-Mansur s'éloignait partiellement des conceptions d'Ibn Toumert et se rapprocha plus ou moins de l'islam libéral des Andalous. On soulignera le caractère paradoxal présenté par plusieurs aspects de son

gouvernement. Bien que les Almohades fussent une dynastie berbère, l'arabe fut adopté comme la langue officielle de la dynastie. Yacoub al-Mansur fonda à proximité de la Koutoubia à Marrakech une grande bibliothèque. À son corps défendant il fit prévaloir le rite malékite – ce qui allait dans le sens opposé aux intentions d'Ibn Toumert – et entreprit avec succès l'unification du pays. En réaction à l'islam rigoriste d'Ibn Toumert, on assista, contre toute attente à une floraison de la mystique au Maroc, enrichie par les courants mystiques en Andalousie et en Orient. Ce ne sont pas seulement les doctrines d'Al-Ghazzali et d'Ibn 'Arabi qui connurent une large audience mais aussi les soufis et les saints qui consolèrent de leur « baraka » le petit peuple. Le culte des saints ou des amis de Dieu (= auliya' Allah) a été une composante constituante de l'islam marocain.

La conjoncture économique sous les Almohades fut particulièrement favorable et ce, non seulement en raison du commerce transsaharien. Les souverains disposaient aussi d'une importante flotte commerciale qui faisait ressentir ses effets bénéfiques sur le commerce avec toutes les grandes villes d'Afrique du Nord et même celle de l'Europe du Sud. Cette période a pris sa place dans la conscience historique collective comme une époque de grande prospérité. L'argent des Almohades, les fameux masnudias, étaient encore en circulation longtemps après la fin de la dynastie. C'est surtout la région du Souss qui a profité du commerce, mais encore la région de Sijilmasa dans le Sud-est du Maroc. On peut dire en résumé que la réunification des différentes cités dans un seul royaume berbère avec l'islam comme religion et l'arabe comme langue administrative officielle a donné une floraison et un essor dans tous les domaines. L'anarchie vaincue autorisa le commerce et les échanges culturels sur un territoire immense, s'étendant de la Castille au Sud du Sahara et de Lisbonne à Tunis. La sécurité et la liberté dans les voyages permirent aux savants et aux juristes de se rendre dans toutes les universités et les bibliothèques qui existaient et de parvenir ainsi à un niveau de savoir encore jamais atteint. Pour les soufis aussi le XII^e siècle fut un âge d'or. Bon nombre d'écrits attestent qu'un grand nombre de

gens s'adonnèrent à la mystique, comme, par exemple, l'autobiographie du grand maître Ibn 'Arabi.

Après le déclin des Almohades, *la dynastie des Mérinides* (de Banu Marin) (1248-1465) arriva au pouvoir. C'était également une dynastie berbère, appartenant à la lignée des Zenata, qui venait en fait du Nord-Est du Sahara. Son royaume s'étendit de la mer Méditerranée jusqu'au Sahara et même pendant un certain temps jusqu'à Tunis. Le centre en était Fès et Taza et elle exerçait une sorte de puissance protectrice sur les Nasrides de Grenade. Les Mérinides intervinrent à plusieurs reprises dans l'Espagne musulmane, mais ils furent relativement pris au dépourvu devant la puissance croissante de l'Espagne chrétienne.⁴

Au contraire des Almoravides et des Almohades, les Mérinides n'avaient pas de mission religieuse particulière et ne pouvaient se prévaloir d'une tradition chérifienne quelconque, ils n'avaient en effet pas de passé glorieux. C'étaient au contraire des tribus nomades qui vivaient de rapines et s'étaient progressivement emparés du pouvoir en profitant de la décadence des Almohades. Le premier souverain fut Youssef Ya'coub (1258-86), qui conquiert jusqu'en 1269 le Sud du Maroc puis orienta ses ambitions vers le Nord. Fès devint la capitale, il y fonda le nouveau quartier de Fès Jdid et un ghetto pour les juifs, le premier en son genre. Il mourut en 1286 lors de sa quatrième expédition en Espagne. Son successeur Abu Ya'coub Youssef (1286-1307) se tourna davantage vers l'Est et s'empara de Tlemcen, Oran et, en 1302, d'Alger. Il fut assassiné cinq ans plus tard. Citons parmi les souverains célèbres Abu Sa'ïd °Uthman, Abu Al-Hassan °Ali, le Sultan noir, et Abu °Inan Faris. Abu al-Hassan fut certainement le plus grand souverain mérinide (1331-51). Il légua à la postérité d'impressionnants monuments (mosquées et medersas). Cet héritage fait oublier sa désastreuse politique extérieure. Il tenta de venir en aide au sultan nasride de Grenade Mohamed IV, mais il fut anéanti le 28 novembre 1340 au Rio Salado par les Espagnols. Ce fut la fin des interventions marocaines en Espagne. Mais par ailleurs il assura par

d'habiles alliances matrimoniales avec les Hafside de Tunis son influence jusque sur l'ancienne province de l'Ifriqiya, mais il ne put maintenir à la longue sa suprématie et fut persécuté par son propre fils. Il mourut en 1351. Son fils Abu °Inan le fit enterrer à la nécropole des Mérinides au Chellah de Rabat.

Abu °Inan (1351-58) voulut restaurer le passé glorieux des Mérinides, mais sans succès. Il fut assassiné à l'âge de vingt-neuf ans par l'un des ses ministres.

C'est alors que commença la lente agonie des Mérinides (1358-1465), une dynastie qui, pour reprendre le jugement déjà porté par le célèbre *Ibn Khaldoun* (1322-1406), eut tout juste la force de se maintenir trois générations (soit environ cent ans). Ce fut vrai pour les Almoravides et les Almohades mais aussi pour les Mérinides. Après Abu °Inan régnèrent certes encore dix-sept sultans, mais ils étaient entièrement sous la coupe de leurs ministres : sept furent assassinés, cinq déposés. Du fait des intrigues de palais l'unité nationale se délita, certaines parties du Maroc retombèrent aux mains de différentes tribus et de princes locaux. Les Mérinides n'avaient pas une base ethnique suffisamment solide et, du même coup, pas de grande armée. Même l'Espagne et le Portugal s'immiscèrent dans les affaires marocaines intérieures, par exemple, le Portugal s'empara de Ceuta et de Tanger et fut en mesure d'étendre son influence le long de la côte atlantique jusqu'à Agadir.

Après l'assassinat du sultan mérinide Sa'ïd III (1398-1420) *les Wattasides* (de Banu Wattas) (1465-1555) s'emparèrent du pouvoir après l'échec d'une tentative de restauration mérinide sous le sultan °Abd al-Haqq (1458-65). *Les Wattasides* étaient eux aussi des Berbères zénètes, ils provoquèrent ainsi en 1465 la chute du dernier sultan mérinide. Jusqu'en 1472 le Maroc connut une période d'incertitude. Il était divisé en deux parties, le Sud appartenait déjà aux Saadiens en pleine expansion, le Nord était en possession de la dynastie agonisante des Wattassides. Les cinq souverains de la dynastie, Mohamed

Ech-Cheikh (1472-1505), Mohammed (1505-24), qui fut surnommé le Portugais du fait qu'il avait été transféré comme otage dans sa jeunesse au Portugal, et Ahmed al-Wattasi (1524-48) ainsi que deux souverains de moindre importance avaient échoué à contenir la progression portugaise. Ce sont seulement les Saadiens, une dynastie chérifienne, qui avaient déjà pris Marrakech en 1523, qui purent opposer une résistance aux Portugais dans le Souss, où ils pénétrèrent en « héros de l'islam ». La tentative des Wattasides de faire une alliance avec les Portugais contre les Saadiens dans le Sud échoua. Le dernier Wattaside, Bu Hassan, pris d'abord la fuite pour se réfugier auprès de Charles Quint, mais retourna déçu et fut reçu chez les Turcs qui exerçaient déjà leur domination sur Alger et Oran ainsi que sur la partie occidentale de la Méditerranée. Une éphémère expédition turque aboutit à la prise de Fès où Bu Hassan fut réinstallé en 1554. Mais il ne tarda pas à être abandonné par les Turcs et mourut la même année lors d'une bataille contre les Saadiens à Tadla. Ainsi s'acheva également le règne de la dynastie wattaside.

Dans l'intervalle la Reconquista chrétienne, qui s'était étendue depuis Alphonse VI sur trois siècles, avait pris des formes concrètes. Le Royaume des Nasrides de Grenade avait certes pu se comporter un temps comme vassal loyal des rois catholiques d'Espagne, mais, après le mariage de Ferdinand d'Aragon avec Isabelle de Castille en 1478, l'unité nationale de l'Espagne se réalisa très méthodiquement. D'abord toutes les villes entourant Grenade furent prises. Abu 'Abdallah (en espagnol : Boabdil), dernier souverain musulman, quitta Grenade. Les Espagnols s'emparèrent de la ville le 2 janvier 1492 sans effusion de sang. Les souverains firent leur entrée solennelle lors de la fête des « Reyes Magos » le 6 janvier 1492. Ainsi s'achevait l'histoire de l'Espagne musulmane qui, commencée en 711, aura duré près de huit siècles.

L'accueil des innombrables fugitifs andalous constitua un problème pour le Maroc qui s'établirent surtout dans le Nord du Maroc, mais aussi à Rabat et Salé, ce qui aux

yeux des Espagnols était un danger et conduisit ceux-ci à s'emparer de quelques villes du Nord, dont Melilla. Déjà au cours des années précédentes les Portugais avaient occupé Ceuta, Tanger, Asilah et d'autres villes de la côte atlantique. Mais l'intégration des Andalous dans la société marocaine eut aussi des effets positifs. Une nouvelle floraison se produisit dans les domaines de la culture, de la philosophie et des Beaux-Arts. Beaucoup d'intellectuels andalous furent accueillis à la cour du sultan, le dernier poète arabe classique, Ibn al-Khatib de Grenade, mourut à Fès.

La dynastie arabe suivante *des Saadiens* (1555-1659) provenait du Hedjaz en Arabie, avait une tradition chérifienne et s'installa dès le XV^e siècle dans le Sud du Maroc. Elle parvint au pouvoir en 1511 avec le sultan Abu °Abdallah Mohammed al-Qa'im. La présence portugaise sur la côte atlantique avait provoqué une forte réaction musulmane et les Saadiens furent considérés comme les seigneurs de la Guerre sainte, d'autant plus qu'ils étaient soutenus par toutes les confréries marocaines dont la Jazuliyya. On voit bien là quel très grand rôle les confréries ont joué dans le maintien de l'unité nationale. Et c'est vrai jusqu'à aujourd'hui. À partir de 1517 les Saadiens conquièrent le Sud du Maroc et repoussèrent les Wattassides. Marrakech fut prise en 1523 et Fès en 1554, et ce par le grand souverain Mohammed Ech-Cheikh (1554-57).

Après qu'il s'était déjà emparé en 1541 de la forteresse d'Agadir, les Portugais se retirèrent de la côte atlantique - à l'exception de Mazagan, l'actuelle El Jadida, qui restait aux mains des Portugais jusqu'en 1769. Ainsi disparaissait ce qui était ressenti au Maroc comme une menace chrétienne, et l'unité nationale fut retrouvée avec la chute de Fès en 1554, cependant Marrakech devenait la capitale des Saadiens. Bien que Mohammed Ech-Cheikh eût combattu les chrétiens sur la côte Atlantique, il conclut une alliance avec le souverain catholique espagnol pour contrer les tentations d'hégémonie des Turcs et maintenir l'unité nationale du Maroc. Le souverain marocain, qui admirait l'organisation militaire des Turcs, fut attiré par ceux-ci dans un guet-apens

et assassiné. Hassan, le gouverneur turc d'Alger, qui avait ordonné le meurtre, pénétra dans le Maroc ; il s'ensuivit une bataille près de Fès. Le comte espagnol d'Alcaudete envoya sur ces entrefaites ses troupes contre Tlemcen, ce qui eut pour conséquence la fuite des Turcs. Ainsi un membre de la noblesse catholique espagnole sauva l'indépendance du Maroc en ce moment historique.

Le successeur du premier grand souverain saadien fut son fils Abu Mohammed [°]Abdallah al-Ghalib Billah (1557-1574), qui poursuivit la politique d'unité nationale de son père. C'est sous son règne que se produisit la crise engendrée par l'expulsion des morisques d'Espagne, un épisode qui n'a pas sa place dans le cadre de cet ouvrage.⁵ Quand [°]Abdallah al-Ghalib succomba à une crise d'asthme, son fils, Mohammed al-Mutawakkil (1574-76), lui succéda pendant deux ans, ce qui entraîna de grandes complications dynastiques provoquant une intervention du Portugal et la célèbre bataille des Trois Rois le 4 août 1578, étant donné que le droit de succession des Saadiens était ainsi fait qu'après la mort d'un souverain, c'était d'abord son frère et seulement après son fils qui devait monter sur le trône. Ainsi survint un conflit entre Mohammed al-Mutawakkil et son oncle [°]Abd al-Malik, lequel avait auparavant sollicité l'aide des Turcs. Les Turcs proposèrent selon l'adage *Divide et impera* une partition du Maroc. Ils envahirent alors, sous la bannière de Ramdan Pascha, pour la deuxième fois le Maroc. Il y eut alors une bataille à l'issue de laquelle al-Mutawakkil s'enfuit à Marrakech et abandonna Fès à son oncle [°]Abd al-Malik ; il ne renonça pas pour autant, ce qui donna lieu à une deuxième bataille entre les deux Saadiens au Sud de Rabat. Al-Mutawakkil vaincu s'enfuit à la cour de Philippe II d'Espagne, mais l'Espagne n'était pas intéressée par une intervention. Par contre le jeune roi portugais Dom Sebastian était prêt à apporter son aide à al-Mutawakkil pour pouvoir de nouveau poser le pied au Maroc. Malgré les avertissements d'[°]Abd al-Malik et du roi d'Espagne les malheurs s'enchaînèrent. Une bataille eut lieu à Ksar al-Kebir, où le Portugais tout comme al-Mutawakkil trouvèrent la mort par noyade dans l'Oued al-Makhazin, tandis qu'[°]Abd al-Malik, déjà

hémiplégique, mourut d'une attaque cérébrale causée par une intense excitation.

Son frère Ahmed al-Mansur (1578-1603) lui succéda sur le trône. Il devait devenir le plus grand souverain des Saadiens. C'est sous son règne que la paix, la stabilité et la prospérité s'instaurèrent. Le Makhzen fut réorganisé. Il y eut pour la première fois une administration nationale digne de ce nom. Al Mansur tout comme son frère avaient été à la cour de Mourad III à Constantinople. Après sa mort, les Turcs se concentrèrent davantage sur la partie orientale arabe de leur empire. Sous le règne de ses derniers souverains, le Maroc avait inauguré une sorte de politique de bascule entre les deux blocs, entre la cour d'Espagne et la Sublime Porte. Cette politique de bascule a été poursuivie avec succès jusque dans le passé le plus récent pour le bien de la nation. La prospérité et le prestige sous les Saadiens s'expliquent également par des expéditions – à partir de Sijilmassa - dans le Sud. Les Marocains créèrent dans la boucle du Niger une colonie à proximité de Tombouctou et de Gao, la capitale du royaume Songhaï (aujourd'hui le Mali) et donnèrent ainsi un nouvel essor au commerce transsaharien. Du Sud venaient les esclaves qui allaient ensuite travailler dans les plantations de sucre marocaines, et surtout l'or. C'est la raison pour laquelle Ahmed al-Mansour était surnommé le « Dhahabi », l'homme d'or. Cette longue route transsaharienne, environ soixante jours de voyage, ne put à la longue être maintenue. Le commerce de l'or fut en partie détourné vers la Guinée où s'étaient nichés les Portugais. L'or arrivait ainsi sans le détour par le Maroc directement dans les mains des Européens. D'autres raisons encore accélèrent le déclin de la dynastie des Saadiens : l'épidémie de peste de 1603, dont le souverain fut lui-même victime, et les disputes dynastiques qui reprirent ainsi qu'une guerre entre frères : Abu Faris, Mohammed al-Ma'mun et Moulay Zidan, les trois fils d'Al-Mansur qui régnèrent presque en même temps sur diverses portions du Maroc (1603-1618), les fils d'Al-Ma'mun, qui régnèrent jusqu'en 1626, et les fils de Moulay Zidan qui vécurent dans un climat de complète anarchie jusqu'en 1659. Le dernier

Saadien Al-°Abbas fut assassiné en 1659. C'est seulement avec la dynastie suivante des Alaouites qui trouve son commencement dès 1636 que l'ordre put être rétabli.

Si l'on veut établir le bilan du règne des Saadiens qui dura à peine un siècle et s'acheva dans une catastrophe totale, il faudra quand même retenir les faits suivants : La réaction musulmane contre les Portugais sur la côte atlantique fut couronnée de succès et que grâce à une alliance réaliste avec l'Espagne catholique le danger turc put être écarté. Le commerce et les sciences connurent un essor surtout dans les centres urbains. Al-Mansur fut sans doute le premier souverain qui ouvrit le Maroc au monde et canalisa les multiples influences venant de l'Europe, de la Turquie ou même de l'Afrique noire. Il établit nombre de relations diplomatiques avec d'autres pays, comme, par exemple, avec la Couronne britannique en 1600.

La dynastie alaouite qui règne encore aujourd'hui en la personne de Mohammed VI tire son origine de la région de Yanbo° en Arabie. Ce sont des chérifs qui descendent en ligne directe de Hassan, le fils de la fille du Prophète. La famille arriva sous les Mérinides dans le Tafilalet, d'où le nom de « Filali » qui les désignent.

Moulay °Ali ach-Cherif (1631-36) est considéré comme le fondateur de la dynastie. Il abdiqua en faveur de son fils Moulay Mohammed (= Mohammed I) (1636-1664). Celui-ci étendit son influence à tout le territoire du Tafilalet et se fit proclamer sultan. Il parvint à mettre en déroute les ennemis de son voisinage, les Dila'ites – attachés à la confrérie des Dila'. Il s'intéressa au commerce transsaharien et pénétra dans la vallée du Draa. C'est seulement son frère Moulay Rachid (1664-72) qui est reconnu comme véritable sultan alaouite, parce qu'il réussissait à étendre son autorité sur tout le Maroc. Avec la prise de Marrakech en 1669 l'État marocain put être restauré après une longue période d'anarchie. Moulay Rachid mourut à l'âge de 42 ans des suites d'un accident de cheval en 1672 à °Id al-Kebir.

Moulay Ismail (1672-1727), le demi-frère de Moulay Mohammed et de Moulay Rachid, lui succéda sur le trône. Il fut le premier grand souverain de la dynastie des Alaouites – pas seulement par la durée de son règne. Comme il était gouverneur de Meknès à la mort de Moulay Rachid, il y resta et aménagea la ville pour en faire sa résidence. C'est ainsi que Meknès devint aux côtés de Rabat, Fès et Marrakech une des quatre villes royales, qui attire aujourd'hui encore un grand nombre de voyageurs.

Moulay Ismail eut des difficultés dans ses affaires intérieures avec la confrérie de Dila', qui était un État dans l'État, et il ne put les résoudre qu'avec le temps. Il combattit avec succès la présence chrétienne sur la côte et reconquit Mehdiya (1681), Tanger (1684), Larache (1689) et Asilah (1691). Mais les Espagnols conservèrent Ceuta et Melilla. Moulay Ismail réorganisa les forces armées. Au cœur de celles-ci se trouvaient les 'Abid, des esclaves noirs, hérités des Saadiens, qui étaient affectés à la protection de la personne du sultan, puis venaient les tribus des « Guich », qui recevaient des terres pour rétribution de leurs services. Aux 'Abid s'adjoignirent les Noirs du Sud car la domination du Sultan s'étendait jusqu'au fleuve Sénégal. Du début à la fin de son règne ils seraient passés de trente mille à cent cinquante mille. Moulay Ismaïl était vivement intéressé par l'établissement de relations commerciales avec l'Europe d'où venait le matériel militaire pour son armée. Il cherchait en outre à nouer des contacts avec la France de Louis XIV pour sceller une alliance contre l'Espagne et l'Angleterre qui possédaient plusieurs villes sur les côtes marocaines. Après quelques difficultés un traité fut signé en 1682, mais les corsaires de Salé ne le respectèrent pas. Pour cette raison les relations commerciales entre la France et le Maroc furent rompues. En 1718 même les relations diplomatiques furent rompues. En revanche Moulay Ismaïl menait une politique active au Sud : la Mauritanie actuelle faisait partie intégrante du Maroc. Le contingent des 'Abid prêta main forte contre les Français qui avaient pris position sur la rive méridionale du fleuve Sénégal. L'autorité du Sultan était reconnue sur tout le territoire de la Mauritanie, le Sultan nomma lui-même

le gouverneur de Chinguiti. Le règne du sultan s'étendait du fleuve Sénégal à la boucle du Niger.

Après la mort de Moulay Ismaïl, à la suite de rivalités au sein de la dynastie, l'anarchie s'installa durant près de trente ans au cours desquels les sept fils du souverain se disputaient le pouvoir. C'était l'armée qui installait et déposait pratiquement les sultans. Douze régences se succédaient : Moulay Ahmed ad-Dahbi (1727-28), °Abd al-Malik (1728), puis de nouveau Ahmed ad-Dahbi (1728-29), Moulay °Abdallah (1729-35), °Ali al-°Arej (1735-36), de nouveau Moulay °Abdallah (1736), Moulay Mohammed ben °Arbiya (= Mohammed II.) (1736-38), Al-Mustafi (1738-40), de nouveau Moulay °Abdallah (1740-45), Zin al-°Abidin (1745) et pour la quatrième fois Moulay °Abdallah (1745-57).

Après la mort de ce dernier son fils Sidi Mohammed ben °Abdallah accédait au trône, aussi nommé Mohammed III (1757-90). C'est sous son autorité que la tradition chérifienne fut rétablie. Une des priorités du souverain fut la réorganisation des forces armées – déjà pour contenir, entre autres, l'influence croissante des °Abid –, il fallait les pourvoir d'un meilleur armement et les doter d'une nouvelle artillerie, on prévoyait de faire venir du matériel de guerre de Suède et de Turquie. C'est ainsi que seraient reconquises les possessions chrétiennes côtières. Il assiégea Mazagan (= El Jadida) en 1769 et les Portugais se retirèrent. Mais il ne parvint pas à chasser les Espagnols de Ceuta et de Melilla. Ces villes sont, aujourd'hui encore, possessions espagnoles. Mohammed III signa de nombreux traités commerciaux, par exemple avec le Danemark, l'Angleterre ou la Suède,. Un an après la Déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, le nouvel État fut reconnu par le Maroc. Un pacte de paix et d'amitiés fut conclu entre les deux pays, le premier de son genre dans l'histoire américaine. Le souverain poursuivit des plans ambitieux, Mogador (aujourd'hui Essaouira) fut entièrement remodelé, on construisit aussi le port de la jeune ville de Dar al-Beida' (= Casablanca). À sa mort en 1790 le Maroc formait une

entité étatique stable que son cruel successeur Moulay Yazid (1790-92) ne put maintenir.

Un autre fils de Mohammed III, Moulay Slimane (1792-1822), arriva sur le trône au terme d'un conflit dynastique au cours duquel ses frères Moulay Hicham et °Abderrahman furent écartés. Il y eut des insurrections berbères dans le Rif et le Moyen Atlas qui furent réprimées en 1811 et 1813 ; mais en 1818 l'armée de Moulay Sliman fut battue, le Sultan fait prisonnier et son fils Brahim tué. Le nouveau souverain, sous l'influence des nouvelles doctrines wahhabites de l'Arabie, provoqua le soulèvement des confréries musulmanes de la région de Ouezzane pour avoir voulu leur imposer le rigorisme, comme un décret de 1815 le laisse clairement voir. Les princes berbères et les confréries religieuses contraignirent finalement le souverain à abdiquer. Mais l'autorité des Alaouites ne fut jamais remise en question. Le souverain nomma pour successeur son neveu Moulay °Abderrahman (1822-59), le fils de son frère Moulay Hicham qui monta sur le trône en 1822.

Sous son règne, qui dura trente-sept ans, de même que sous celui de ses deux successeurs, Mohammed IV et Hassan I, se développa l'influence impérialiste des pays européens. À l'idéologie du « progrès », le Maroc pouvait « seulement » opposer des valeurs religieuses et traditionnelles. Moulay °Abderrahman tenta l'ouverture de son pays après la politique isolationniste de son prédécesseur et signa des conventions avec le Portugal (1823), l'Angleterre (1824) et la France (1825). Outre l'insubordination des corsaires de Salé qui provoquait des difficultés sur la portion septentrionale de la côte atlantique, le plus important problème qui se posa au souverain fut le début de la colonisation française de l'Algérie. La France chercha à s'assurer la neutralité marocaine au cours de ce processus, objectif atteint dans un premier temps par le traité de 1832. Néanmoins le Maroc fut entraîné dans le conflit par les théologiens de Fès qui réclamèrent un soutien au prince rebelle algérien °Abd el-Kader car il s'agissait, selon eux, d'une guerre sainte contre les incroyants. Quand

‘Abd el-Kader se réfugia au Maroc, le Sultan fut, pour des raisons religieuses, dans l’obligation de lui venir en aide, ce qui ne manqua pas se susciter des tensions avec la France. En 1844 eut lieu un combat à Isly, situé à l’ouest d’Oujda. Les Marocains perdirent la bataille, mais l’Angleterre leur vint en aide, le Sultan prit ses distances à l’égard d’‘Abd el-Kader, car il mettait en doute son autorité. Le 10 septembre 1844 fut signé le traité de Tanger : ‘Abd el-Kader, stigmatisé comme rebelle, dut quitter le Maroc et les Français obtinrent le droit de stationner des troupes à la frontière marocco-algérienne. Dans un accord que les Français et les Marocains signèrent en 1845 à Lalla Maghnia, les frontières entre l’Algérie et le Maroc furent fixées au détriment de l’intégrité territoriale du Maroc. ‘Abd el-Kader continua à lutter comme combattant de Dieu contre les Français en Algérie et devint ainsi un danger pour le Maroc, qui chercha à capturer le rebelle au cours de diverses expéditions dans le Rif. Mais ce ne fut que le général La Moricière qui réussit en 1847 à le capturer. Naciri Es-Slaoui écrivait : « Aux yeux des Européens nous sommes comme un oiseau sans plumes. »

L’économie qui avait fondamentalement changé, posait un autre problème au Maroc. Comme la France avait coupé la route du commerce transsaharien en occupant l’Algérie, les marchandises venant du Sud n’étaient plus acheminées. Le Maroc en était réduit à sa propre production : la laine, des produits de l’agriculture et de l’artisanat. Ces produits étaient en partie imités en Europe et arrivaient moins cher sur le marché. La société marocaine traditionnelle n’avait rien à opposer à l’invasion de la modernité et s’appauvriissait de plus en plus. Mais il est vrai que dans les centres urbains une bourgeoisie marocaine naissante profitait du contact avec l’Europe. Même si pendant cette période le pouvoir central au Maroc s’affaiblissait, on était tout à fait conscient que le Maroc, à la différence de l’Algérie qui n’avait jamais constitué au sens propre du terme un État avant l’arrivée des Français, avait toujours formé un état au fil des siècles et l’unité nationale n’y avait jamais été remise en question. Même aux moments d’affaiblissement c’est l’Islam qui assurait l’unité nationale. En outre le sultan n’était pas

seulement un simple chef d'Etat, mais en même temps un guide spirituel, avec le titre de « commandeur des croyants ».

Moulay ⁵Abderrahman mourut en 1859 et son fils Mohammed IV (1859-73) fut désigné comme son successeur. Il eut la réputation d'être un digne et juste souverain. Il eut immédiatement à faire face à de nombreux problèmes. L'Espagne qui comptait déjà Tétouan au nombre de ses possessions territoriales, voulait poursuivre son expansion vers le Nord. Mais les autres pays d'Europe y étaient opposés. L'Angleterre fut le pays qui tira le plus grand profit du traité de paix de Ceuta (26 avril 1860) et elle reçut en contrepartie du sultan une somme d'environ cent millions de francs or, ce qui força le Maroc à s'endetter. À la crise politique et économique s'ajoutait ainsi une crise monétaire qui compromettait l'indépendance du Maroc. Le Maroc était impuissant et livré pieds et poing liés aux consuls étrangers de Tanger. Leurs privilèges furent continuellement accrus : tout accident ou perte de marchandises fut dédommagé par le Maroc, des secteurs entiers échappaient à la juridiction du Maroc. Comme le Maroc s'étiolait, il était facile à des saints autoproclamés de fanatiser les masses. Le sultan dut affronter diverses révoltes en dépit de son art de la diplomatie qu'il manifesta tant dans sa politique intérieure qu'étrangère.

Après sa mort en 1873 lui succéda son fils Moulay Hassan ou Hassan I (1873-94) qui avait été auparavant gouverneur dans le Sud. Il jouissait d'une grande considération en raison de sa piété et de son sens de la mesure et de plus il parlait un arabe classique très pur. Il eut affaire à plusieurs révoltes à Fès et dans le Moyen Atlas qu'il dut lui-même réprimer. Il fit sien le désir de son père de créer une armée moderne. Comme les caisses de l'État étaient vides, il ne fit guère avancer ce projet.⁶ C'est à sa demande que se tint en 1880 la Conférence internationale de Madrid qui se termina en 1881 à Tanger et qui eut des répercussions catastrophiques pour le Maroc. Les privilèges des puissances protectrices que seules la France et l'Angleterre détenaient jusque-là, furent

étendues à onze autres pays parmi lesquels l'Allemagne, la Hollande, le Danemark et le Portugal. La liberté de manœuvre du Maroc s'en trouva encore plus restreinte. Le souverain tenta de combattre par une réglementation administrative la corruption rampante, dans le domaine économique il fit, sur le modèle européen, de grands efforts pour placer ses productions sur les marchés étrangers. L'équipement des ports du pays se poursuivit également. Tous ces projets, qui furent en partie exécutés par des Européens, durent être financés et le Maroc contracta des emprunts ruineux. Malgré toutes ces tentatives de réforme, la société marocaine restait trop archaïque pour s'accommoder de ces évolutions. Le mécontentement gagna du terrain, d'autant plus que les théologiens flairaient là un danger pour l'islam. Naciri Es-Slaoui, l'auteur du Kitab al-Istiqsa' écrivait : « L'adoption de méthodes étrangères n'est d'aucune utilité, tout au contraire elle représente un grand danger pour la religion. » Hassan I mourut au cours d'une expédition militaire en 1894 dans la région de Tadla. Il prenait ainsi sa place parmi les grands souverains de l'histoire du Maroc, car il avait su maintenir une paix relative, tout en sachant très bien que l'Europe était déjà la gagnante.

Mais la « *question marocaine* » (1894-1912) empirait: À l'instigation du Maréchal de la Cour Ba Ahmed Moulay [°]Abd al-[°]Aziz (1894-1908) âgé de quatorze ans, fut proclamé Sultan. Mais la réalité du pouvoir fut exercée six ans durant par le Maréchal de la Cour porteur du titre de « Grand Vizir » avec l'aide de la veuve de Hassan I^{er}. Celui-ci tenta de préserver l'indépendance du pays en jouant des Européens les uns contre les autres, mais, à sa mort en 1900, les attaques coloniales des Français reprirent de plus belle. Au cours des années 1902-1904, ceux-ci incorporèrent les provinces orientales du Maroc, jusqu'au Mali, à l'Algérie Française.⁷ Même le général de Gaulle, avec la meilleure volonté du monde, ne put ultérieurement les restituer lors des négociations pour l'indépendance en 1961/62 avec l'Algérie, car le Roi Mohamed V ne voulait pas « donner un coup de poignard dans le dos des Algériens », pensant qu'on

pourrait toujours trouver un terrain d'entente avec les frères algériens. Au début du XX^e siècle la France avait en tête de soumettre un des derniers pays libres d'Afrique, soit le Maroc. Les hommes d'affaires et entrepreneurs français se concentrèrent sur la ville de Casablanca en plein essor avec son port. La politique de l'insouciant [°]Abd al-[°]Aziz qui n'avait pas joui d'une éducation soignée mena le pays à la crise économique et financière.

L'histoire a retenu sous le nom de « crise de Tanger » le nouvel accord passé en 1904 entre les partenaires de l'« Entente cordiale », soit la France et l'Angleterre : l'Espagne reçut le Nord du Maroc, la France le reste du Maroc – la question de la partie sud du Sahara marocain sera évoquée dans le chapitre suivant. À titre de compensation, l'Angleterre reçut un droit de tutelle sur l'Égypte, bien que la France y ait eu beaucoup de possessions, comme la Compagnie du Canal de Suez, pour n'évoquer qu'elle. L'Empereur Guillaume II et son chancelier Bülow protestaient contre ce traité. Le 31 mars 1905, l'Empereur Guillaume II effectua une visite théâtrale à Tanger et assura le Sultan de son entier soutien contre les visées françaises. La France cherchait à se réconcilier avec l'Allemagne.

La Conférence d'Algésiras fut convoquée l'année suivante dans le but d'apaiser les tensions. Treize nations y étaient représentées. On confirmait l'indépendance du Maroc, mais on accordait à toutes les nations la possibilité de créer des entreprises au Maroc, mais les Espagnols et les Français eurent le pouvoir suprême sur les ports et un Français fut nommé président de la Banque Marocaine. Dans l'intervalle l'Espagne étendit son influence sur toute la région du Rif. En juillet 1911 eut lieu un incident militaire et diplomatique quand la canonnière de la marine de guerre impériale allemande apparaissait dans la baie d'Agadir, L'incident entra dans l'histoire sous le nom de « saut de panthère ». L'Allemagne renonça après cette crise à son droit d'être présent au Maroc, mais reçut en compensation des territoires en Afrique équatoriale.

Les difficultés intérieures sous ^oAbd al-^oAziz s'accrurent. L'accord sur les frontières de 1902 fut dénoncé, par lequel les territoires situés au sud-est comprenant les oasis de Tidikelt, Gouara et Touat, Bechar et Tindouf, une refondation marocaine de la ville remontant à 1857, furent placés sous administration française sous prétexte que la France voulait aider le Sultan à y restaurer l'ordre. Cette déclaration était aux yeux de la plupart des Marocains une pure mascarade. Pire encore fut l'introduction d'une taxe agraire appelée « tertib » que le Sultan exigea de tous les Marocains sur une proposition des Anglais, dont en réalité seuls les Européens profitaient. Une anarchie générale s'installa du fait de l'incapacité du Sultan. Un certain nombre de bandits – comme Bu Hamara ou al-Raissuni - exploitèrent la situation, mais aussi des hommes tout à fait honorables comme ^oAbdelkrim al-Khattabi au Nord et Ma' al-^oainan au sud sur lesquels nous aurons encore l'occasion de revenir, essayèrent de redresser la situation. Ma' al-^oainan, fils d'un marabout était né vers 1838, avait étudié la théologie et la musique. Il fonda à Smara – dans le Sahara Occidental – un caravansérail – les voies caravanières qui y conduisaient et qui en partaient avaient été rendues sûres, le Sultan Hassan I^{er} lui ayant prodigué son aide lors de ses expéditions dans cette région. Lorsque les Français tentèrent, cette fois sans la violence par des armes, de mettre celle-ci sous leur contrôle, ils rencontrèrent l'opposition de Ma' al-^oainan. Lorsqu'il se mit en campagne avec ses hommes bleus en direction de Fès pour venir en aide au Sultan, il fut fait prisonnier le 23 juin 1910 par le général Moinier. Il mourut – vénéré par la population - en octobre de la même année à Tiznit où se trouve aujourd'hui encore son mausolée.

Après que des travaux d'extension du port de Casablanca eurent déclenchés en 1907 une révolte où plusieurs Français moururent assassinés, la position de Moulay ^oAbd al-^oAziz devenait intenable. Il fut accusé par les théologiens de collaboration avec l'ennemi et déposé. Son frère Moulay Hafidh (1908-1912) lui succéda sur le trône. Il ne put pas non plus assumer l'exercice du pouvoir, les Français le surveillant en permanence. Les troubles se poursuivirent à

Casablanca. Quand des troubles se déclarèrent également à Fès, le sultan adressa le 4 mai 1911 une lettre au gouvernement français en priant celui-ci de l'assister dans le rétablissement de l'ordre. Ce fut l'occasion pour la France d'intervenir, et, sous la pression de cinq mille soldats français massés devant le palais, Moulay Hafidh signa le 30 mars 1912 le traité instaurant le protectorat. Les insurrections furent partout écrasées dans le sang, le Sultan fut dans l'obligation d'abdiquer contre une rente substantielle qui lui fut attribuée. Les Marocains consternés dirent qu'il avait vendu leur pays, que le « Prince des Croyants » avait vendu un pays musulmans aux chrétiens. L'heure d'Hubert Lyautey était venue, il fut le premier « Résident Général », chargé de résoudre tous les problèmes administratifs et militaires.

Le protectorat français et espagnol (1912-1956) était au fond la suite logique d'une pénétration économique et militaire par les Européens, surtout les Français et les Espagnols, qui alla s'intensifiant sur une longue période. Après qu'Hubert Lyautey, le premier Résident Général (1912-1925) eut extorqué le 30 mars 1912 à Moulay ^cAbd al-Hafidh sa signature au bas du traité qui établissait le protectorat – ce qu'il est d'usage d'appeler « Convention de Fès » – diktat serait un mot plus approprié –, il put se mettre à l'ouvrage car il disposait désormais du pouvoir exécutif au Maroc. D'abord il proposa au Maghzen Moulay Youssef (1912-1927), le frère d'^cAbd al-Hafidh, comme nouveau sultan, ce qui fut naturellement accepté. Lyautey, homme cultivé, fut, étant donné les circonstances, une chance pour le Maroc, car il n'était pas un colonisateur au sens classique du terme, car il avait immédiatement compris de son expérience en Algérie qu'il avait affaire au Maroc, contrairement à l'Algérie, à une nation authentique, un royaume historique et indépendant, avec une hiérarchie bien établie de fonctionnaires d'État, des représentations à l'étranger et toutes les structures qui sont la marque d'une grande civilisation.⁸

Il était dans l'intérêt de Lyautey, de maintenir toutes les structures de l'identité culturelle du Maroc. Le traité

instaurant le protectorat lui laissait les mains relativement libres. Le Maroc connut au cours du Protectorat un essor économique et une extension capitale des infrastructures (routes, voies de chemin de fer, barrages de retenue, urbanisation), ce qu'on peut particulièrement observer à Casablanca dont le développement fut mené à un rythme effréné. Un tel développement eut bien sûr aussi des aspects négatifs : le fossé entre la Résidence française et les riches notables qui étaient en contact avec elle (des Français mais aussi des Marocains) et le petit peuple pauvre et exploité s'accroissait de plus en plus. Ce sort, le peuple marocain le partagea avec d'autres peuples colonisés. Des lobbys puissants coloniaux se constituèrent – comme la direction de la grande industrie ou la chambre de commerce et d'agriculture – qui exercèrent des pressions sur la Résidence, c'est-à-dire sur le « Résident général », une évolution, qui, après le départ de Lyautey, ne fit que s'accroître.

La zone espagnole avait une organisation comparable à celle de la zone française, elle aussi avait à sa tête un Résident général ou Haut Commissaire nommé par Madrid. Le sultan était représenté par un « Khalifa » qui résidait à Tétouan, la capitale du protectorat espagnol. La zone espagnole n'était pas économiquement aussi florissante que la zone française, mais jouait néanmoins un rôle important pour l'Espagne. C'est également de là que partit le putsch du général Franco, commandant des troupes au Maroc, contre la mère patrie, ce qui déclencha le 17 juillet 1936 la Guerre civile d'Espagne.

La ville de Tanger avait un statut particulier. Elle était zone internationale et était gouvernée par une commission de représentants de huit nations. Le Mendoub, un haut fonctionnaire du Palais, était le délégué du Sultan, mais la réalité du pouvoir était naturellement entre les mains de la commission.

À peine le sultan avait-il été installé sur le trône et reconnu par la plupart des tribus, que des premiers incidents militaires éclatèrent. El-Hiba, un fils de Ma' al-'ainan

(cf. supra) se rendit à Marrakech avec ses hommes bleus pour protester contre le Protectorat. Le 6 septembre 1912, dix mille cavaliers furent anéantis par les Français à Sidi Bou Othman aux portes de Marrakech. El-Hiba, qui réussit à s'enfuir, poursuivit ses attaques contre le protectorat depuis Tiznit.

Lyautey, qui se considérait comme premier serviteur du Sultan, déplaça le siège du gouvernement de Fès à Rabat. La Résidence fut construite sur une colline et abrite aujourd'hui le ministère de l'Intérieur. Les Français imposèrent l'impôt pour tous, ce que les sultans n'avaient jusque là pas réussi à mettre en place. Lyautey, qui avait toujours su que le Protectorat ne pouvait se maintenir qu'un temps déterminé, subissait la pression des siens qui voulaient algérianiser le Maroc et en faire une partie de la métropole, ce qui, par bonheur, n'eut pas lieu. Toujours est-il que le Sultan qui conservait sa fonction spirituelle, et au nom de qui on récitait la prière du vendredi dans les mosquées, avait le devoir de signer tous les décrets (= dahirs) qui lui étaient soumis par la Résidence. Le Maghzen du Sultan était devenu une façade qui maintenait l'ordre ancien, tandis que le rôle de la Résidence était de faire entrer le Maroc dans la modernité, ce qu'elle fit dans bien des domaines. Le ministère de l'Intérieur introduisit un nouvel aménagement du territoire, ainsi qu'un conseil consultatif gouvernemental composé pour une moitié de Français et pour une autre de Marocains. Le nouveau système juridique fut entièrement repensé et conçu à la française, il est d'ailleurs toujours en vigueur. L'agriculture fut réorganisée et modernisée, de même que l'industrie et l'exploitation des richesses du sous-sol (le phosphate, par exemple) ; le commerce avec l'Europe, en particulier avec la France fut soumis à des règles ; la monnaie marocaine, le dirham, fut ajusté sur le franc. Le célèbre artisanat marocain perdit de son importance. Toutes ces mesures de modernisation suscitèrent bien entendu des résistances auprès de nombreux Marocains et provoquèrent des soulèvements, ainsi – sous El-Hiba – dans le Souss, dans le Sahara, dans l'actuelle Mauritanie ou dans le Tafilalet où une nouvelle révolte éclata en 1918, tandis qu'une autre

se produisit dans la région Jbâla en 1922. Mais, selon les sources françaises, le pays était pacifié en 1934.

Le Nord connut de nouveaux développements. En 1921, la tribu berbère des Aït Ouraighel près d'Al-Hoceima se révolta sous la conduite d'Abdelkrim al-Khattibi contre les Espagnols. Il s'ensuivit la Guerre du Rif. L'armée espagnole, forte de dix-huit mille hommes, sous le commandement du général Sylvestre, fut presque complètement anéantie par les Marocains dans la bataille de Anoual en été 1921, ce qui conduisit au suicide du général. Le 1^{er} février 1922 Abdelkrim al-Khattibi proclama la République confédérée des tribus du Rif, située entre Tanger et la frontière algérienne, qui devrait même être reconnue par la S.D.N. Comme ses troupes menaçaient également Fès et par là même la zone française, le maréchal Pétain rappela Lyautey en octobre 1925 à Paris, qui mourut épuisé et profondément humilié neuf ans plus tard à Paris. Il fut inhumé à sa demande en 1935 à Rabat, mais en sa qualité de célébrité française, ses restes furent transférés aux Invalides à Paris. Pétain prit les choses en main et bombardait les « hordes barbares » dans une guerre totale, recourant même aux gaz toxiques, qui ne faisaient aucune discrimination au sein de la population du Rif entre civils et militaires. Les troupes d'Abdelkrim durent se rendre en mai 1926. C'était la fin de la Guerre du Rif. Abdelkrim fut envoyé en exil sur l'île de la Réunion, mais il parvint à s'enfuir pour Le Caire où il mourut en 1963 où Nasser lui organisa de très solennelles obsèques. En 1927 mourut en outre Moulay Youssef, et son fils qui venait tout juste d'avoir dix-sept ans, Sidi Mohammed ben Youssef, monta sur le trône des Alaouites sous le nom de Mohammed V (1927-1961). Il fut proclamé sultan le 18 novembre 1927. Ainsi s'ouvrait un nouveau chapitre de l'histoire du protectorat français.

Après la fin de la Guerre du Rif et alors qu'il n'y avait plus de résistance militaire digne de ce nom Maroc, l'âge d'or de la colonisation devait commencer selon l'avis des Français. La France fêtait en 1931 le 100^{ème} anniversaire de la conquête de l'Algérie et s'employait à poursuivre

« sa mission civilisatrice » également au Maroc. Certains colonisateurs pensaient qu'avec un jeune sultan on pourrait peut-être parvenir à une co-souveraineté, peut-être le Maroc pourrait, comme l'Algérie, faire partie intégrante de la métropole. Le jeune monarque prit rapidement conscience que la préservation de la souveraineté et son identité était d'une importance politique primordiale. Il n'était pas encore question à l'époque de penser à l'indépendance, mais le souverain mit tout en œuvre pour donner corps aux droits que lui consentirent le traité de protectorat. Si la résistance militaire avait cessé, une résistance intérieure commença à se développer et cela particulièrement après le malencontreux décret berbère (= dahir berbère) de mai 1930 qui devait diviser la population marocaine en Arabes et en Berbères, alors même que les deux groupes de population, comme on l'a vu précédemment, s'étaient fondus au fil des siècles l'un dans l'autre.

À partir du 28 août 1930 eurent lieu les premières protestations dans les mosquées, en 1934 se forma un « Comité d'Action Marocain » qui fut interdit en 1937. Tous ceux qui étaient à son origine, comme Allal al-Fassi, Hassan al-Ouezzani ou Balafrej furent emprisonnés ou exilés. Ces hommes sont ceux qui ont véritablement frayé la voie de l'Indépendance. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'opposition nationale continua d'être décimée. Un problème que rencontra l'administration française coloniale était qu'elle dépendait du régime de Vichy. Mohamed V refusa les mesures antisémites, si bien qu'aucun Marocain de confession juive ne fut déporté.

Après le débarquement en 1942 des troupes américaines commandées par les généraux Eisenhower et Patton à Kénitra, Mohammedia, Casablanca et Safi (l'opération Torch, pour reprendre son nom de code), le protectorat se ralliait aux alliés après une ébauche de résistance sous le Résident Général Noguès. En janvier 1943 se tint la Conférence d'Anfa près de Casablanca à laquelle participèrent Roosevelt, Churchill ainsi que le représentant de la « France Libre », le général de Gaulle et son rival le général Giraud, représentant

l'« Afrique Française du Nord ». Staline était absent. Les alliés confirmaient la poursuite de leur combat jusqu'à la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et du Japon impérial. Il était important pour le Maroc que Mohammed V soit invité avec tous les honneurs dus à un chef d'État. Le président Roosevelt promit de s'engager en faveur de l'indépendance du Maroc et de faire pression sur le gouvernement français.

Alors qu'on était encore en pleine guerre, le parti de l'Istiqlal fut fondé en 1943 par des nationalistes marocains, qui surprit avec un manifeste indépendantiste le 11 janvier 1944. Hassan al-Ouezzani fonda également son parti, le PDI (Parti Démocratique pour l'Indépendance). Dans la zone espagnole, ce fut 'Abdelkhalek Torres qui fonda le Parti de la Réforme Nationale qui était par ailleurs en contact avec des partis arabes du Proche-Orient. Le parti de l'Istiqlal qui entendait gouverner comme parti unique fut limité dans ses ambitions par la création d'autres partis. Hassan al-Ouezzani qui avait étudié en Suisse et qui s'était fait connaître par de nombreuses publications, en particulier sur le thème de l'État et de la religion, avait rassemblé autour de lui les intellectuels et était favorable au multipartisme, tandis que l'Istiqlal inclinait pour un parti de rassemblement populaire. Dès 1934 s'opérait une scission. Hassan al-Ouezzani devint le rival de Allal al-Fassi.

En avril 1947 Mohammed V se rendit dans la zone internationale de Tanger où il tint un important discours sur l'avenir du Maroc. Il réclama l'unité territoriale et l'indépendance du Maroc et revendiqua son lien indissoluble à l'islam. L'intervention de Mohammed V fut considérée par les ultras français comme déclaration de guerre. Le protectorat n'en était pas encore à sa fin. En mai 1947, fut nommé comme Résident général un partisan de la ligne dure, le général Juin. Il réclama l'introduction de réformes et l'intégration du Maroc comme État membre de l'Union française. En cas de résistance il voulait destituer le monarque marocain. Quand on voulut de surcroît élever au rang de ministre des directeurs français de l'administration

marocaine, la coupe était pleine. Mohammed se refusa désormais à signer quelque décret que ce fut émanant de la Résidence. En 1948 des grèves éclatèrent qui paralysèrent l'industrie. C'est alors que le dernier grand conflit s'engagea.

Peu auparavant le pacha de Marrakech, Thami al-Glaoui, un fidèle vassal de la France, et avec les représentants de la Résidence ardent défenseur du statu quo, avait envisagé de déposer le Sultan avec le concours de théologiens et d'en introniser un nouveau. On pensa à Mohammed ben °Arafa, membre de la famille alaouite, âgé de soixante-dix ans, comme candidat. Lorsque le Glaoui envoya mille cavaliers en février 1951 à Fès avec l'aval de la Résidence, Mohammed V s'inclina pour éviter un bain de sang, comme il le déclara. Dans l'intervalle, un nouveau Résident Général avait été nommé au Maroc, le général Guillaume, un partisan de la ligne dure comme le maréchal Juin. Mohammed V tenta en vain d'entamer des pourparlers avec lui. Dans son discours du trône de 1952, Mohammed V réclama l'indépendance immédiate, ce qui conduisit à sa déposition. Le Glaoui avait rédigé une pétition signée par vingt caïds où il accusait le Sultan de mener le Maroc à sa perte en s'entourant de partis extrémistes et illégaux – c'était bien entendu l'Istiqlal qui était visé. Le 15 août 1953, le Sultan et le Prince héritier furent arrêtés puis exilés, d'abord en Corse, ensuite à Madagascar. Le jour même Mohammed ben °Arafa arriva de Fès à Marrakech, fut nommé sultan et « Commandeur des Croyants ». C'est ainsi que commencèrent les actions terroristes et les attentats au Maroc, « la Révolution du Roi et du Peuple ». Ni l'Espagne, qui n'avait pas été informée, ni la Ligue Arabe ni non plus les membres de l'ONU ne reconnurent Mohammed ben °Arafa. La France recevait là un grand camouflet diplomatique.

Après de nombreuses tergiversations, une conférence fut réunie à Aix-les-Bains, où un Conseil de la Couronne fut institué destiné à régir l'avenir des relations franco-marocaines. On trouva un consensus qui fut également accepté par Mohammed V le 8 septembre 1955. Mohammed ben °Arafa abdiqua le 1^{er} octobre. Le parti de l'Istiqlal exigea

le retour du souverain légitime. Ensuite les choses allèrent très vite. Mohammed V négocia le 1 novembre 1955 avec le président du Conseil Edgar Faure avec pour issue la déclaration de La Celle-Saint-Cloud qui décrétait la fin du protectorat. Après 27 mois d'exil, le Sultan fit un retour triomphal, il forma son premier gouvernement avec des membres de l'Istiqlal, du PDI et de quelques indépendants. Le 2 mars 1956, le gouvernement français signait le document qui entérinait l'indépendance du Maroc. Le général Franco invita le Sultan à Madrid qui portait à présent le titre de Roi Mohammed V, où le 7 avril 1956 la souveraineté marocaine sur l'ancienne zone espagnole fut également reconnue. Le 29 octobre 1956 la zone internationale de Tanger fut dissoute et incorporée au Maroc. Restait en suspens le problème des territoires du Sahara Occidental occupés par l'Espagne et qui ne devaient revenir que plus tard au Royaume.

Le Prince héritier Hassan parvint à opérer la réunion des troupes marocaines régulières, qui avaient servi sous le commandement des Français et des Espagnols, avec les combattants de l'ALN (Armée de Libération Nationale). Dès le 14 mai 1957 il y eut un premier défilé des troupes. Les Forces Armées Royales Marocaines étaient nées. Le 9 juillet 1957, jour de son vingt-huitième anniversaire, le Prince héritier Hassan fut officiellement proclamé héritier du trône. En 1959 le parti de l'Istiqlal se disloqua. Bouabid et Ben Barka fondèrent l'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires) qui s'appela par la suite USFP (Union Socialiste des Forces Populaires).

Le 19 février 1960, le jour de ^oId al-Kebir, Agadir fut détruit par un tremblement de terre. Un an plus tard Mohammed V succombait pendant une opération chirurgicale et il fut pleuré par le peuple comme le libérateur bien aimé de la nation.

Après la mort de Mohammed V, son fils le Roi Hassan II (1961-1999) fut intronisé, selon l'ordre normal des choses, le 3 mars 1961. Il devait être le bâtisseur et l'unificateur

d'un nouveau Maroc où les dernières traces du colonialisme espagnol seront effacées : Sidi Ifni en 1969 (depuis 1912 partie du protectorat espagnol), Saquia al-Hamra en 1975 (depuis 1912 également partie du protectorat espagnol) et Oued adh-Dhahab (ou Rio de Oro) en 1979, qui avait été un protectorat espagnol dès 1885 – pour les détails de cette décolonisation se reporter à la partie du livre consacrée à la question du Sahara. – Le Maroc avait ainsi acquis une côte atlantique de 2 500 kilomètres. Le centre – autrefois Fès puis Marrakech – s'était déplacé du centre du pays vers la côte, vers Rabat et Casablanca. Le pays était politiquement stable et uni autour du trône des Alaouites, même si la monarchie n'allait pas tarder à connaître quelques difficultés. Plus tard, dans les années 1990, la monarchie allait prendre un cours plus libéral, une évolution démocratique qui rendait possible un changement politique. C'est ainsi que Hassan II nomma en 1998 son vieil adversaire politique °Abderrahman Youssoufi, du camp socialiste, Premier Ministre.

Hassan II, virtuose de la politique tant intérieure qu'extérieure, avait été des mieux préparé à sa charge par son père. Dès l'âge de quatorze ans il avait pris part à la Conférence d'Anfa, il avait suivi son père Mohammed V dans son exil, puis avait participé aux négociations à La Celle-Saint-Cloud qui devaient aboutir à l'indépendance le 2 mars 1956. Mohammed V lui confia le haut commandement des troupes marocaines récemment constituées. En 1960 il fut nommé vice-Premier Ministre et ministre de la Défense. Quand il monta sur le trône en 1961, il commença immédiatement à moderniser les institutions du Royaume. C'est là que se manifesta un paradoxe de son gouvernement : toute réforme institutionnelle et constitutionnelle fut rendue plus difficile du fait que le monarque était, comme descendant du Prophète quasiment monarque de droit divin, « Commandeur des Croyants » et Imam. Il pouvait certes par là même tenir en échec les fondamentalistes dont commençait l'essor, puisque sa personne était sacro-sainte et qu'il régnait sur un État islamique. D'un autre côté les principes du droit public occidental trouvaient là leurs limites dans la constitution. La Loi Fondamentale du Royaume du Maroc que présenta

Hassan II fut adoptée par referendum en 1962. Dès lors les Maroc était une monarchie constitutionnelle à laquelle participaient des représentants de partis élus par le peuple. La légitimité du souverain, en sa qualité de Commandeur des Croyants faisait face à celle du corps électoral ; la gauche parlait d'un régime absolutiste. Mais Hassan II ne voulait céder au chantage ni de la gauche ni du parti de l'Istiqlal, qui ambitionnait d'assumer la totalité du pouvoir et il sauva la situation en procédant à une forte répression et à une vague d'arrestations.

Le premier conflit armé venu de son voisin algérien, la Guerre des sables, le seconda dans ses efforts pour réaliser l'unité de la nation. Il se déclencha à partir de la question des frontières, qui avaient été tracées arbitrairement par le colonisateur français (cf. supra) et qui avaient détaché de vastes portions du territoire oriental marocain – de Bechar jusqu'à In Salah et Tindouf. Bien que les deux parties se soient mises d'accord le 6 juillet 1961⁹ sur l'intention de résoudre les questions territoriales une fois que l'Algérie aurait acquise son indépendance (5 juillet 1962), et lorsque Hassan II réclama devant la Commission marocaine et la Commission algérienne l'application des accords, l'armée algérienne attaqua le 8 octobre 1963 le Maroc et fut immédiatement battue par l'armée marocaine. Au lieu d'occuper immédiatement Bechar et Tindouf qui appartenaient historiquement au Maroc, Hassan II, qui ne voulait pas humilier l'Algérie, donna son accord à un cessez-le-feu et renonça à ces territoires, mais attendait en contrepartie la neutralité de l'Algérie pour la réattribution du Sahara Occidental au Maroc. Sur ce point, il se trompait, car l'Algérie devait se révéler ingrate.

En 1965, des émeutes et manifestations étudiantes se déclarèrent à Casablanca, qui furent brutalement réprimées par le général Oufkir, le chef de la Sûreté intérieure. L'opposition, de l'Istiqlal aux partis de gauche, paralysa la vie politique et Hassan II ordonna la dissolution du parlement et instaura l'état d'urgence au terme de l'article 35 de la constitution. La même année Mehdi Ben Barka fut

enlevé à Paris et assassiné par des membres des services secrets. Paris rompit les relations diplomatiques avec le Maroc. Bien que le trône fût menacé, Hassan II fut protégé par l'armée et le ministère de l'Intérieur dirigé par le général Oufkir. Il tenta une nouvelle expérience démocratique et proposa en juillet 1970 une nouvelle constitution par voie de referendum.

En juillet 1971 eut lieu un putsch militaire à Skhirat au cours de la fête d'anniversaire du Roi qui fit environ deux cents victimes. Les principaux généraux et auteurs de l'attentat furent exécutés, les élèves-officiers de l'Académie militaire qui avaient pris part au putsch furent envoyés dans la prison de sinistre réputation de Tazmamart. Commencèrent alors ce qu'on appelle les « années de plomb ». Le 16 août 1972, Oufkir à son tour commit un putsch, au cours duquel il fit feu sur l'avion du Roi qui revenait de Paris. Le Roi en réchappa de manière miraculeuse. Le général Oufkir se suicida dans des circonstances non élucidées. La même année Hassan II proposa une troisième constitution, qui resta en vigueur jusqu'en 1992 et qui tenait le Parlement dans l'étroite dépendance du Palais. Il contrôlait l'exécutif et procédait à toutes les nominations. Tous les députés n'étaient pas élus, quelques-uns étaient nommés par le Palais. Ce n'est qu'avec la constitution de 1992 et les compléments qui lui furent apportés en 1996 qu'intervint une véritable réforme. Le Roi nomme sur proposition du Premier Ministre les autres ministres. Le Parlement était composé de deux chambres, leurs membres élus par le peuple. Le premier article de la constitution énonçait : « Le Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique et sociale », naturellement pas comparable avec les monarchies des pays nordiques ou de l'Espagne.

Hassan II suivit une politique étrangère couronnée de succès. Au terme de « la Guerre des Sables » avec les concessions faites à l'Algérie, il se pencha sur la question du Sahara. Le Maroc ne pouvait pas être favorablement disposé envers l'indépendance de la Mauritanie qui se fit avec le concours de la France, étant donné que le pays,

historiquement parlant, n'avait jamais existé en tant qu'État et avait tout au long de l'histoire fait partie du Maroc. Lorsque l'ONU reconnut le nouvel État en 1961, ce fut ressenti au Maroc comme une défaite. Le Maroc avait donc perdu une bataille et n'était pas disposée à en perdre une deuxième. En 1969, le Maroc reconnut la Mauritanie, ce qui représentait une grande concession dans le cadre d'une politique réaliste. On nourrissait en cette occasion aussi l'espoir d'une neutralité de la Mauritanie dans le processus de décolonisation des territoires sahariens encore sous contrôle espagnol.

Désormais la restitution du Sahara était inscrite sur l'agenda politique marocain. Hassan II eut l'idée géniale de reconquérir pacifiquement le territoire national perdu en envoyant des centaines de milliers de volontaires marocains sans armes sur ce territoire. La célèbre « Marche Verte » commença le 6 novembre 1975. Le gouvernement de Madrid ne pouvait naturellement pas donner l'ordre de tirer sur une foule de civils sans armes, et il prit acte de l'occupation. Le 14 novembre 1975 un accord provisoire fut conclu entre l'Espagne, la Mauritanie et le Maroc. L'Espagne se retira définitivement du Sahara le 15 janvier 1976. Hassan II avait abandonné la partie sud du Sahara, l'Oued adh-Dhahab (Rio de Oro), à la Mauritanie, avec l'idée, bien sûr, de se faire un allié et d'empêcher la formation d'un pseudo-État saharien. L'Algérie s'opposa à cet accord ainsi que le mouvement de résistance mis sur pied, à savoir le Polisario. En 1976 une nouvelle guerre éclata entre l'Algérie et le Maroc dans l'ancien territoire du Sahara espagnol. Dans la zone marocaine, les troupes marocaines remportèrent la victoire. Mais, à la longue, la Mauritanie ne put résister aux pressions algériennes et, après un putsch pro-algérien à Nouakchott le 10 juillet 1979, elle céda le territoire du Rio de Oro au Polisario. Le 11 août 1979, Hassan II donna l'ordre d'occuper immédiatement ce territoire. Ainsi tout le Sahara Occidental était de nouveau devenu marocain. La modernisation de ces territoires fut d'un coût exorbitant. Les tensions avec l'Algérie persistèrent, du fait que le Polisario, après la construction par le Maroc d'une digue dans le

Sahara pour la protection du territoire marocain, s'était retiré dans des campements autour de Tindouf. Ces camps furent agrandis et existent encore aujourd'hui. Après un attentat sanglant commis à Marrakech contre des touristes – on soupçonnait l'œuvre des services secrets algériens – les frontières avec l'Algérie furent fermées. Le problème du Sahara eut également des conséquences en Afrique. Après que de nombreux États africains eurent reconnu la pseudo-République du Sahara RASD = République Arabe Sahraoui Démocratique), le Maroc se retira de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en novembre 1985.

En politique extérieure, Hassan II fut également un acteur dans la question du rapprochement entre les Arabes et les Israéliens. Le Roi du Maroc présidait le comité al-Qods (Jérusalem), qui avait été créé en 1979 après la Guerre des Six Jours et appuyait la revendication de Jérusalem comme capitale palestinienne. Il reçut en 1981 à Marrakech le chef de l'opposition israélienne Simon Peres pour trouver une issue pacifique au conflit israélo-palestinien ; il parvint à convaincre le souverain d'Arabie, le Roi Fahd, d'instaurer un dialogue avec l'État israélien. En cette circonstance, André Azoulay, son conseiller juif marocain, joua un rôle important. En août 1984 il reçut de nouveau Simon Peres à Ifrane dans le Moyen Atlas et organisait les premiers entretiens israélo-égyptiens. A cette occasion, André Azoulay, son conseiller juif marocain, jouait un rôle important. Hassan II joua souvent un rôle d'arbitre et de conseiller dans les crises arabes et organisa au Maroc de nombreux sommets arabes.

Dans le domaine religieux, il s'appuya sur les anciennes traditions, mais il surprit en introduisant aussi des changements : si l'université de la Quaraouiyine à Fès avait le monopole de la formation des théologiens marocains, il ouvrit un nouvel Institut, le Dar al-Hadith al-Hassaniyya, pour les études religieuses à Rabat. Il redonna vie à une ancienne tradition et commença par l'introduction de la « Durus al-Hassaniyya », une sorte de prêche de carême prononcé pendant le Ramadan à Rabat et au cours duquel ce qui avait été transmis par le Prophète recevait un nouvel

éclairage de la part de théologiens musulmans du monde entier qui étaient invités. Y assistaient la famille royale et les dignitaires marocains ainsi que les ambassadeurs des pays musulmans. Cette tradition est perpétuée également par Mohammed VI. Hassan II réussit également à tenir des sommets de la Conférence islamique, créée autrefois au Pakistan, à plusieurs reprises au Maroc. Il rendit également possible l'installation à Rabat du siège de ISESCO (Islamic Educational Scientific and Cultural Organisation), le pendant de l'UNESCO dans le monde musulman.

Sur la scène diplomatique, Hassan II déploya une grande activité pour nouer des liens plus étroits entre son pays et l'Europe. Depuis vingt ans l'Europe avait été le premier partenaire commercial, elle recevait 60% des exportations. Le 26 février 1996, un contrat fut signé qui prévoyait le développement progressif d'une zone de libre-échange. – En Afrique, le Maroc prit des initiatives bien qu'il eût quitté l'OUA après la crise avec le Polisario. Il intervint deux fois au Zaïre et au Bénin. Alors que le conflit Est-Ouest avait divisé les pays d'Afrique en deux camps, le Maroc s'est toujours rangé, avec le Zaïre et l'Afrique du Sud, dans le camp occidental.

Dans le domaine économique, le Monarque se lança dans un ambitieux programme de privatisations. Mais le principal problème subsista, l'économie nationale marocaine était largement restée tributaire de l'agriculture. En 1997 encore, elle représentait 17% du produit national brut et constituait 31% des exportations. Etant donné que des périodes de sécheresse apparaissent cycliquement, l'exode rural s'accroît, ce qui amena des troubles, par exemple à Casablanca en 1981 et à Marrakech ainsi que dans le Nord en 1984. Le souverain tenta d'atténuer les effets négatifs du climat par un grand programme de construction de barrages. Ce programme fait partie de ses plus grands succès. Depuis quelques années, la place de l'agriculture dans le PNB décroît lentement, en tout cas il devrait enregistrer une croissance de 4% par an, pour que le chômage et la pauvreté n'augmentent pas. La question sociale est loin

d'être résolue, d'autant plus que la démographie indique hier comme aujourd'hui une tendance à la progression, en 2010 50% de la population avait moins de 25 ans. Le Maroc est donc un pays jeune, les dépenses qu'exigent l'éducation et la formation sont énormes. Ceux qui ont reçu une formation doivent trouver du travail, ceux qui ne trouvent pas de travail à l'issue de leurs études sont, semble-t-il, en nombre croissant, ce qui amène périodiquement à des protestations devant le Parlement, auxquelles la police met un terme. Malgré tous les programmes aux effets positifs contre le chômage et la pauvreté, ce problème sera pour longtemps encore une préoccupation pour le Maroc.

Après la mort de Hassan II le 23 juillet 1999 lui succéda Mohammed VI, après le libérateur Mohammed V et le bâtisseur Hassan II le modernisateur Mohammed VI. Il est naturellement prématuré de tirer un bilan de son œuvre. Il est toutefois manifeste que l'amélioration de la situation sociale lui tient à cœur. Il a fondé de nombreuses organisations de bienfaisance, attiré nombre d'investisseurs étrangers qui créent de nouveaux emplois. Il parcourt en permanence le pays pour frayer la voie à de nouveaux projets. La situation de la femme s'est améliorée grâce à de nouvelles lois (la fameuse Moudawana). Pour la première fois dans l'histoire du Maroc, son épouse Lalla Salma se consacre à des affaires officielles. L'organisation de l'aide aux malades atteint du cancer en est un exemple parmi d'autres. Les problèmes sociaux ne peuvent néanmoins trouver de solution rapides, comme divers incidents récents l'ont rappelé ; récemment des troubles se sont déclarés à Laâyoune, qui ont été immédiatement exploités par des forces amis du Polisario. Il reste seulement à espérer que, tout en conservant son identité nationale, le Maroc trouvera une voie d'accès à la modernité garantie par la continuité de la monarchie.

Dans sa politique islamique Mohammed VI suit la ligne de son père. Après la constitution dans les années 1970 de près de trente organisations islamiques, mais dont seulement un très petit nombre peut être qualifié d'islamiste¹⁰, et

qui sont toujours sous surveillance, quelques-unes se sont entre-temps dissoutes, d'autres se sont fondues dans le nouveau parti représenté au Parlement « *‘adl wa-tanmiyya* » (Justice et développement), qui est parvenu à recueillir un grand nombre de voix aux dernières élections législatives. Des trois grandes organisations politiquement importantes telles que Al-*‘Adl wa ‘I-Ihsan* (Justice et Bienfaisance) du célèbre leader religieux *‘Abdesslam Yassin*¹¹, la fusion des deux formations Al-*Islah wa’t-tajdid* (Parti de la Réforme et du Développement) et *At-Tabligh wa’d-da‘wa* (Prédication et Invitation, c'est-à-dire adopter le vrai islam), beaucoup de membres sont passés au nouveau parti. Entre-temps, il a été procédé sur l'initiative du Roi, à une réorganisation de la formation des théologiens et de l'enseignement du Coran (*At-ta‘lim at-taqlidi*) pour endiguer les débordements de certains imams politisés. Le Roi suit aussi la méthode éprouvée consistant à soutenir les confréries, qui, de leur côté, soutiennent bon nombre de fondations caritatives, pour freiner les tendances islamistes. Le ministre des affaires religieuses Ahmed Toufiq est lui-même membre d'une confrérie. Cette tendance est fortifiée par de nombreuses émissions de radio et de télévision. L'émission de radio de Ahmed Khali‘a (radio Tanger), qui diffuse de la musique soufie et des textes de mystiques musulmans atteint environ dix millions d'auditeurs, depuis la Libye jusqu'au Sénégal.¹²

La politique étrangère est consacrée depuis déjà Mohammed V en premier lieu à la solidarité avec le monde arabo-musulman – pour des raisons culturelles et religieuses mais aussi en raison de l'importante aide financière reçue des pays riches. Puis, dans l'ordre des préoccupations, vient l'Occident (l'Europe et l'Amérique), en troisième lieu viennent les pays africains et asiatiques. Hier comme aujourd'hui, des réserves sont émises à l'égard de la politique occidentale. On parle d'une conspiration de l'Occident contre les Arabes et l'islam, ne serait-ce qu'en raison de sa politique inéquitable au Proche-Orient et de la partialité en faveur d'Israël qui ignore impunément depuis des décennies les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Par ailleurs les relations économiques sont

excellentes avec l'Occident dont on souhaiterait adopter les modèles technologiques. Mais la différence est criante entre l'exécutif politique, formé en Occident et le peuple qui a toujours une sensibilité musulmane et encore panarabique malgré les Guerres du Golfe. Mais le Maroc reste pourtant flexible et tolérant dans le domaine de la communication et de la coopération avec l'Occident, du fait qu'il doit s'en remettre à l'Occident pour sa sécurité, ce qui entraîne une certaine dépendance. Précisément les grands projets comme, par exemple, la construction maintenant achevée du nouveau port de Tanger (Tanger Med) ou le projet, élaboré surtout par des spécialistes allemands, d'un complexe d'énergie solaire dans le désert près de Ouarzazate, ne peuvent pas être réalisés sans l'aide de l'Europe. Dans le grand mouvement de la mondialisation, le Maroc ne veut et ne peut pas s'isoler. Un écartèlement social entre les forces de la tradition et celles du progrès ne peut être évité que par une prise en charge résolue des problèmes sociaux (pauvreté, chômage, urbanisation déficiente). C'est à la résolution de ces problèmes que s'attelle avec détermination le jeune roi.

Dans le domaine constitutionnel, on peut s'attendre à de grands changements après la déclaration faite par Mohammed VI le 9 mars 2011. Une révision de la constitution servirait à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit au Maroc. En outre, le Premier Ministre ne serait plus nommé par le Roi mais choisi dans le parti majoritaire. Les prérogatives du parlement seraient renforcées, qui prendrait lui-même en main toutes les réformes. Ce serait un pas supplémentaire vers une monarchie constitutionnelle. Le 17 juin 2011, le Roi a présenté la nouvelle constitution, qui a été adoptée à une écrasante majorité par voie référendaire.

Notes

1. Principales sources utilisées pour cette étude :

Bernard Lugan, *Histoire du Maroc des origines à nos jours*, Paris 2000.

Michel Abitbol, *Histoire du Maroc*, Paris 2009.

Germain Ayache, *Études d'histoire marocaine*, Rabat 1983.

Jacques Berque, *Le Maghreb entre les deux guerres*, Paris 1978.

Ernest Gellner et Charles Micaud, *Arabs and Berbers – From Tribe to Nation in North Africa*, London 1973.

Heinz Halm, *Die Berberreiche des Westens*, in: Albrecht Noth und Jürgen Paul (Hrsg.), *Der islamische Orient – Grundzüge seiner Geschichte*, Würzburg 1998, p. 195-214.

Mohamed Kably, *Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du Moyen Âge*, Paris 1986.

Mohamed Kably, *Variations islamistes et identité du Maroc médiéval*, Paris/Rabat, 1989

Abdallah Laroui, *L'histoire du Maghreb*, Paris 1970.

Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V, Le double visage du protectorat*, Paris 1999.

Hans-Rudolf Singer, *Der Maghreb und die Pyrenäenhalbinsel bis zum Ausgang des Mittelalters*, in : Ulrich Haarmann (Hrsg.), *Geschichte der arabischen Welt*, München 1987, p. 264-322.

Peter von Sivers, *Nordafrika in der Neuzeit*, in: Ulrich Haarmann (Hrsg.), *Geschichte der arabischen Welt*, München 1987, p. 502-590.

Mohamed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris 1999.

Pour les articles, se reporter à la bibliographie de B. Lugan et M. Abitbol.

2. Albrecht Noth, *Das Ribat der Almoraviden*, in :
« Der Orient in der Forschung »,
Festschrift für Otto Spies (Wiesbaden 1967).
3. C'est la raison pour laquelle j'ai organisé sur ce
sujet en collaboration avec la 'Faculté des
Lettres' de l'Université de Rabat en 1993 un
colloque à Marrakech où des spécialistes marocains
et internationaux ont examiné les facettes de cette
idéologie qui formait pour
les Almohades le fondement de l'État.
Abdelmajid Kaddouri, *Mahdisme. Crise et
changement dans l'histoire du Maroc*, Rabat 1994,
qui regroupe les articles de huit auteurs.
Le colloque et l'étude ont été financés par la
Fondation Konrad Adenauer.
4. Sur le déroulement des divers événements cf. B.
Lugan, p. 121-123.
5. Cf. B. Lugan, p. 169-170.
6. Cf. Bahija Simou, *Les réformes militaires au Maroc
de 1844-1912*, Rabat 1995.
L'impression de cette étude a été financée par la
Fondation Konrad Adenauer.
7. Cf. B. Lugan, p. 221-224 et M. Maazouzi, *Tindouf
et les frontières méridionales du
Maroc*, Casablanca 1976, et *L'Algérie et les
étapes successives de l'amputation du territoire
marocain*, Casablanca 1976.
8. Cf. l'étude de Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey
à Mohammed V. Le double visage du protectorat*,
Paris 1999, qui est pour la période 1912-1960 d'un
intérêt capital.

9. Cf. B. Lugan, p. 291. Le texte de l'accord chez B. Lugan, p. 347.
10. Cf. Mohamed Tozy, Monarchie et Islam politique au Maroc, Paris 1999, p. 185-276.
11. M. Tozy, p. 185-225, donne un récit détaillé de la vie d'Abdeslam Yassin et de son mouvement.
12. J'ai moi-même participé à ce programme par une lecture de textes mystiques que j'avais traduits du persan en arabe.

II. La question du Sahara

La question du Sahara¹ reste comme par le passé un problème qui n'a pas encore trouvé une solution définitive et qui ressurgit périodiquement dans les médias. Les historiens, toutes couleurs politiques confondues, s'accordent sur le fait que le territoire du Sahara Occidental, dont la limite se situe très loin à l'intérieur de la Mauritanie actuelle, est depuis environ un millénaire un territoire marocain. Quand il est dit dans les communiqués diffusés par les médias que le Maroc a annexé le Sahara Occidental, c'est tout à fait faux dans la mesure où il s'agit d'une récupération légitime d'un *territoire authentiquement marocain* qui a été occupé depuis presque cent ans par l'Espagne sous forme d'un « Protectorat » (Rio de Oro depuis 1885, Saquia al-Hamra situé plus au nord, depuis 1912).

Comme il a été montré précédemment en détail, le Maroc, après le règne plutôt régional de la dynastie des *Idrissides*, a été véritablement fondé vers 1050 par les *Almoravides*, qui se composaient essentiellement de tribus berbères des Sanhadjas lesquelles nomadisaient entre la Mauritanie et le Sahara Occidental. Le Nord du Maroc fut donc conquis à partir de l'actuel Sud mauritanien. Même les *Almohades*, issus des tribus berbères des Masmudas, sont venus du Sud de l'actuel Maroc. Les *Méridiens* et les *Wattassides* provenaient eux aussi de tribus berbères des Zenata du Sahara septentrional. Les *Saadiens* étaient également des Sahraouis et parvinrent à rétablir en 1578, sous le sultan Ahmed al-Mansour, la souveraineté marocaine jusqu'au fleuve Sénégal. Même sous les *Alaouites*, originaires du Tafilalet, les régions sahariennes ont toujours été rattachées à la vie politique et économique du Royaume marocain, du seul fait de l'existence du commerce transsaharien. Au temps de la colonisation par les Européens, la résistance nationale venait d'abord du Sahara. Lorsque les Français, venant d'Adrar au Sud de la Mauritanie, s'emparèrent de Smara, ils furent battus par les Rguibats et quelques unités de Teknas conduits par Mohamed Laghdaf, un fils de Ma' al-^āainain (voir supra).

Le *Sahara marocain* est divisé en quatre provinces : Laâyoune, Boujdour, Smara et Oued adh-Dhahab. Le Nord de la Saquia al-Hamra – de Tarfaya à Boujdour – a été principalement habitée par les tribus des Teknas et des Sanhadjas. Le Sud, anciennement Rio de Oro, – les Marocains parlent aussi du Souss Ad-Dakhla – est principalement habité par les Rguibats et les Ouled Dlim. Le lien économique entre le Sahara et le Nord du Maroc a toujours existé. De Fès à Dakhla les marchandises circulaient sans barrières douanières, comme il est normal à l'intérieur d'un État.

Historiquement, politiquement, culturellement et ethniquement il n'y a jamais eu et il n'y a pas de *peuple sahraoui*. C'est une notion nouvelle qui n'a aucun sens et qui n'a été introduite que récemment. La population du Sahara est un conglomérat de tribus qui nomadisaient sans respecter aucune frontière entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Maroc et peuvent être identifiées de façon précise. À l'exception du Maroc les États sahariens d'aujourd'hui comme l'Algérie, le Mali et la Mauritanie sont des créations coloniales. Seul le Maroc a réuni les différentes tribus dans son territoire et sous sa souveraineté, il convient de noter à ce propos qu'un grand nombre d'hommes illustres s'étaient rendus du centre du Maroc vers le Sud, à l'instar de Sidi Ahmed Rguibi, neveu du célèbre mystique °Abdeslam ibn Mashish, venu de la région de Tétouan, ou de Sidi Ahmed Laroussi de Marrakech, fondateur de la tribu des Laroussis. La population du Sahara, composée d'environ vingt tribus, peut être rassemblée en deux grands groupes : les Teknas et les Rguibats.

Les Rguibats remontent au Berbère Sidi Ahmed Rguibi, qui venait en 1503 de l'oasis de Touat (dans l'actuelle Algérie). Il fonda une « zaouïa » dans la vallée du Draa qui s'étendit jusqu'à la Saquia al-Hamra. De son mariage avec une femme arabe naquirent deux fils : Ali qui fonda la tribu des Rguibats Sahel, et Kacem qui fonda celle de Rguibats Sharq, lesquelles pénétrèrent en profondeur sur le territoire algérien actuel. Un autre fils, Amer, dont la mère était noire,

est le fondateur d'autres tribus des Rguibats, des Ouled Cheikh et Ouled Taleb. Dans le contexte du mouvement de régénération de l'islam et de la guerre sainte contre les Portugais sur la côte atlantique, d'autres « zaouias » virent le jour au XVI^e siècle. Au début du XVIII^e siècle, le sultan alaouite Moulay Ahmed ad-Dahbi confirma la possession de la Saquia al-Hamra aux Rguibats.

Le deuxième grand groupe, comprenant environ douze tribus, qui vivaient sur le territoire saharien marocain entre l'actuelle Goulimine et Laâyoune, sont les berbères Teknas, qui ont été depuis le XI^e siècle partiellement arabisées. Quelques tribus venaient du nord du Maroc comme les Laroussis qui étaient issus de Marrakech. Les Ouled Dlim, une tribu arabe himyarite, se fixaient au sud de Rio de Oro. Sans entrer dans les détails des tribus annexes, on peut dire que les Teknas vivaient au nord de Laâyoune, tandis que les Rguibats se situaient plus au Sud et au centre du territoire saharien. On trouve les Laroussis le long de la côte atlantique au sud de Boujdour, les Ouled Dlim au sud de Dakhla jusqu'à Lagouira.

Si l'on veut aborder la question de la marocanité du Sahara Occidental, il faut tenir compte des faits suivants : Au cours des siècles, les dynasties marocaines ont non seulement été influencées par la population du Sahara, mais elles en font partie intégrante – comme il a été montré plus haut. *La question actuelle du Sahara* a été politiquement produite dans ses moindres détails par l'Algérie avec le soutien de l'Espagne, et c'est ainsi qu'elle continue à être présentée dans les médias. Le Maroc est acculé à une position défensive, bien que son droit historique sur le Sahara Occidental soit irréfutable. Présentons en ici quelques preuves :

1. Le lien qui unit le nord et le sud du Maroc aux provinces sahariennes remonte dès le XI^e siècle aux Almoravides, les Berbères sahariens. Ce sont eux qui ont fait l'unité marocaine du fleuve Sénégal jusqu'à Tanger.

2. Les frontières précoloniales passaient très loin au-delà des frontières actuelles, en particulier au Sud de la Mauritanie et dans l'Ouest de l'Algérie actuelle, laquelle n'existait pas encore comme État (au XVI^e – XVIII^e siècle). Même à Tombouctou et Goa (aujourd'hui au Mali) la prière du vendredi était récitée au nom du sultan.
3. La Mauritanie, une création coloniale des Français, était avant la colonisation sous la souveraineté du Maroc. Le sultan nommait les gouverneurs et les caïds de Chingiti et ailleurs. La véritable frontière était le fleuve Sénégal, il est donc évident que les territoires situés au nord du fleuve étaient des possessions marocaines.
4. Lorsqu'au XIX^e siècle la puissance des sultans déclina, la France et l'Espagne profitèrent de cette période de décadence pour établir leurs colonies, et la partie orientale des territoires sahariens marocains fut attribuée à l'Algérie, du moins à « l'Algérie Française ». C'est pourquoi une vieille ville comme Tindouf, qui avait été fondée de nouveau par les Marocains en 1857, est aujourd'hui territoire algérien, et aussi parce que Hassan II, contre le vœu de nombreux Marocains, l'avait cédée pour des raisons qui ont été exposées précédemment.
5. Les Espagnols s'installèrent seulement à partir de 1885 dans le sud du Sahara (Rio de Oro) et, à partir de 1900, jusqu'à l'établissement de leur protectorat en 1912, dans sa partie nord.
6. Les Sahraouis étaient dans leurs structures tribales toujours plus ou moins liés au sultan par le serment de fidélité, c'est-à-dire l'allégeance. Les cérémonies d'allégeance de ces tribus après l'indépendance devant Mohammed V et après la fin de la « Marche verte » devant Hassan II

étaient particulièrement solennelles. Les pères de la plupart des tribus venaient du nord du Maroc. Les tribus Sandadja venaient certes du sud mauritanien, mais érigeaient la première grande dynastie des Almoravides.

7. Même la Cour Internationale de La Haye avait constaté le 16 octobre 1975 qu'en 1884, au début de la colonisation espagnole, le Sahara Occidental n'était aucunement une *terra nullius* et que certaines tribus nomadisantes (ainsi s'exprime le texte) étaient sous l'autorité du sultan – un jugement de sage –, il faut noter à cet égard, que l'on ne pouvait apporter de preuve de dépendance pour toutes les tribus, étant donné que, sur ordre du général Franco, tous les documents qu'il était possible de trouver et qui révélaient la marocanité du Sahara, avaient été éliminés dès avant le retrait des Espagnols. Ils existaient encore en 1958 lors des combats dans le Sahara (voir infra), comme des militaires marocains en ont témoigné.²

8. Les puissances européennes avaient toujours indirectement confirmé les liens avec le Sultan en s'adressant au sultan du moment pour obtenir son aide à chaque fois qu'ils avaient des problèmes avec des naufragés ou des personnes capturées par les tribus.³ Dans la convention franco-britannique secrète du 5 août 1890, qui abordait le tracé des frontières, il était consigné que les frontières du Maroc s'étendraient au sud-ouest jusqu'au Cap Blanc (Nouadhibou/Lagouira). Les Britanniques voulaient empêcher que les Français s'installent encore en plus au Rio de Oro et dans la Saquia al-Hamra, ce qui leur aurait permis de dominer la côte atlantique jusqu'au nord du Sahara. Ils reconnaissaient donc la marocanité du Sahara.⁴

La politique coloniale espagnole a toujours marqué une attirance pour la côte atlantique du Sahara Occidental en raison des eaux très poissonneuses entre cette région et les îles Canaries. Pour évincer d'autres concurrents européens, l'Espagne édifia sur le bord du Sahara un poste d'observation sous le nom de Santa Cruz de la Mar Pequeña, que le sultan wattasside Ahmed al-Wattasi fit détruire en 1527, mais ce poste lui fut restitué le 26 avril 1860 au terme d'un traité de paix hispano-marocain – après la guerre au Nord du Maroc. À partir de 1884, le gouvernement espagnol décida d'établir un protectorat entre Boujdour et le Cap Blanc (Nouadhibou/Lagouira), s'empara de Dakhla et baptisa la ville Villa Cisneros. Les Ouled Dlim empêchèrent entre 1884 et 1894 une extension vers l'intérieur des terres. Les Français, eux aussi, tentèrent de prendre pied dans cette région. Ma' al-^eainain les en empêcha avec un contingent militaire que le sultan lui avait envoyé. Mais les Espagnols restèrent à Villa Cisneros et s'étendaient seulement ultérieurement : Sidi Ifni fut occupé en 1934 et Smara en 1936. Les régions du Sahara occupées furent administrativement annexées au protectorat du Nord du Maroc. Le haut-commissaire espagnol restait également Gouverneur général d'Ifni et de deux provinces sahariennes : Saquia al-Hamra et Rio de Oro. Après que les Espagnols eurent accordé en 1956 l'indépendance au Nord du Maroc, ils voulaient néanmoins absolument garder les deux provinces sahariennes. Mohammed V avait donné son appui en mai 1958 pour la tenue dans la Saquia al-Hamra d'une convention du peuple lors de laquelle de milliers de représentants des tribus (Rguibats, Ouled Dlim, Ait Lahcen, Laroussis, Tidraris, Izargins et d'autres encore) avaient confirmé leur attachement au trône alaouite.

Un grand nombre de notables, comme l'émir de Trarza et Fall Ould Omeir, vinrent également de Mauritanie en mars 1958 à Rabat dans la même intention et pour lutter en faveur d'un rattachement au Maroc. Le premier futur président Ould Daddah, qui, après la décolonisation, désirait devenir « seulement » gouverneur de la province de Mauritanie sous souveraineté marocaine, se rendit à

Marrakech pour rencontrer Mohammed V, sans néanmoins être reçu. On suppose au Maroc, jusqu'à aujourd'hui, que le parti de l'Istiqlal, sous la pression des Français inquiets de voir se développer un « Grand Maroc » à côté de « l'Algérie Française », a œuvré pour que cette rencontre n'ait pas lieu. Il n'existe aucune preuve que les choses se soient passées ainsi, mais toujours est-il qu'on est passé à côté d'une opportunité de voir la Mauritanie rattachée au Maroc. Le 31 octobre 1961 la République Islamique de Mauritanie a été reconnue par l'ONU en dépit de la volonté du Maroc et de la plupart des membres de la Ligue Arabe.

Mais la politique coloniale espagnole n'avait pas dit son dernier mot. Quand les Rguibats, soutenus par des unités de l'armée marocaine de libération, prirent les armes en 1956-1957 et avancèrent jusqu'à Adrar dans le sud de la Mauritanie, les Espagnols furent chassés, à l'exception de Villa Cisneros (c'est-à-dire Dakhla) et Laâyoune. Par deux opérations conjointes militaires franco-espagnoles, qui eurent lieu entre le 20 et le 24 février 1958, l'autorité espagnole fut provisoirement rétablie sur le Sahara Occidental. Des milliers de Sahraouis prirent la fuite vers le Nord pour échapper aux combats ce qui rendait problématique la formation de listes électorales en vue d'un éventuel référendum pour l'autodétermination. Car les Sahraouis, qui avaient combattu avec une ardeur toute particulière pour la marocanité du territoire, auraient été pratiquement exclus d'un tel référendum. Le seul point positif de cette opération fut pour le Maroc la récupération de Tarfaya le 1^{er} avril 1958. Pour rassurer les quelque 100 000 habitants du Sahara⁵, Madrid leur accorda un statut d'autonomie interne. Le Maroc accepta le principe de l'autodétermination, reconnut la Mauritanie en 1969 et abandonna Tindouf - comme il a été expliqué précédemment- aux Algériens.

Mais cela n'a pas suffi aux Espagnols. Le général Franco fit savoir en 1974 aux notables de Laâyoune qu'il considérait leur ville comme la capitale du « peuple sahraoui » et qu'il accéderait à leur vœu d'autodétermination s'ils en

exprimaient la demande. C'est à cette occasion qu'apparut pour la première fois l'expression de « peuple sahraoui ». Entre-temps Madrid voulut introduire le système d'une participation progressive des Sahraouis à l'administration. L'Espagne montrait ainsi sa volonté de rester coûte que coûte au Sahara pour une durée indéterminée en créant une structure fantôme locale, la « Jamaa saharienne ». Ce n'était pas seulement Hassan II qui était en désaccord sur ce point mais aussi les Sahraouis.⁶ Ils voulaient être entièrement indépendants de l'Espagne.

Au cours de cette période deux organisations de libération des Sahraouis s'étaient constituées, le Polisario fondé en 1973 et le Morehob fondé en 1969. Lorsque Madrid informa le 21 août 1974 le secrétaire général de l'ONU qu'on voulait procéder début 1975 à un référendum d'autodétermination, Hassan II s'y opposa, car on ne disposait pas de listes électorales établies dans les règles, et il exigea le retrait de toutes les troupes espagnoles. Un jour auparavant il avait saisi la Cour suprême de La Haye qui rendit la décision précitée le 16 octobre 1975. Le même jour Hassan II déclara qu'on ne pouvait pas saisir et la Cour internationale et l'ONU et entamer en même temps une guerre. Il s'ensuivit le 6 novembre 1975 la Marche Verte à laquelle participèrent 350 000 volontaires marocains pour la récupération pacifique du Sahara. Le 14 novembre 1975 un traité fut signé entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne. Une administration commune devait être mise en place jusqu'au départ définitif des Espagnols. Les Espagnols quittèrent le territoire à partir du 15 janvier 1976. La récupération du territoire saharien par l'armée marocaine s'effectua sans difficultés majeures. Les Mauritaniens eurent des problèmes avec l'occupation de la zone qui leur était dévolue, ce n'est qu'avec l'aide de l'armée marocaine qu'ils purent prendre possession de Dakhla le 8 janvier 1976. À l'est du Sahara Occidental des unités algériennes et des unités du Polisario impliquèrent les marocains dans des combats qui firent rage du 29 janvier au 15 février 1976 près d' Amgala.

Après la récupération de la plus grande partie du Sahara Occidental, un accord fut signé entre *le Maroc et la Mauritanie* qui avait pour objet le tracé des frontières et le développement des régions. Ce fut un grand sacrifice pour le Maroc de céder une partie importante de l'ex-Sahara espagnol à la Mauritanie, d'autant plus que le Maroc n'avait reconnu officiellement la Mauritanie qu'en 1969 et qu'il avait toujours soutenu le point de vue qu'elle n'avait aucun droit à une existence autonome puisque tout au long de son histoire elle avait toujours fait partie intégrante du Maroc – les preuves qui documentent cette thèse ne manquent pas – et ce n'est que suite à la colonisation française qu'elle en a été séparée. Mais comme le Maroc était maintenant relativement isolé, il décida de céder l'importante partie méridionale de Rio de Oro pour empêcher la formation d'un pseudo-État saharien qui aurait rendu impossible toute réunification. Mais la Mauritanie était trop faible pour protéger à la longue son territoire, car l'Algérie et le Polisario entraient en guerre ouverte avec la Mauritanie.

Le 25 octobre 1977 le Polisario enleva, au cours d'une série d'actions spectaculaires, des Européens de Zouérate et le Maroc dut intervenir pour que l'armée mauritanienne ne s'effondre pas complètement. Il sécurisa avec 6000 militaires la frontière algero-mauritanienne. Comme il était de plus en plus difficile aux Mauritaniens de supporter le coût d'une guerre qui se prolongeait, il y eut le 10 juillet 1979 un putsch pro-algérien lors duquel le président Mokhtar Ould Daddah fut destitué et remplacé par le colonel Ould Mohamed Salek à l'instigation de l'Algérie dont les visées hégémoniques dans toute la région étaient bien connues. Dès le sommet de juillet 1979 à Monrovia, la Mauritanie fit savoir qu'elle ne se considérait plus comme tenue par le traité avec le Maroc. Le 5 août 1979 fut signé en Algérie un accord de paix qui stipulait que la Mauritanie renonçait à sa partie du Sahara Occidental au bénéfice du Polisario. Le 8 août se produisirent à Dakhla les premières manifestations populaires contre cet accord. Le 11 août le Maroc occupa le territoire qui avait toujours fait partie intégrante de son État, ne serait-ce que pour éviter que ne s'installe une situation d'instabilité. Le 14

août les représentants des tribus de l'Oued adh-Dhahab (= Rio de Oro) se rendirent à Rabat pour prêter allégeance à Hassan II.

Si on étudie attentivement la politique algérienne en ce qui concerne la question du Sahara, un certain nombre de faits sautent aux yeux : D'importants gisements de phosphate se trouvent à Boukraa qui ont été découverts en 1962 et sont exploités depuis 1966, pour ne rien dire de la richesse halieutique. Mais l'Algérie éprouvait un triple intérêt pour cette région : politique, économique et stratégique. La politique était simple. On contestait par tous les moyens possibles la marocanité du Sahara et on maintenait la fiction de l'existence d'un peuple sahraoui, qui avait le droit à l'autodétermination, pour créer un mini État saharien sur lequel l'Algérie pourrait exercer une fonction de tutelle sous forme d'une sorte de protectorat. Alger voulait par tous les moyens un accès à l'Atlantique et avait obtenu à l'époque du conflit Est-Ouest l'appui des États socialistes - l'Union Soviétique se tenant curieusement en retrait. Le bloc de l'Est aurait eu en cas de guerre avec les USA un accès dans cette région à l'Atlantique. En réaction à ces évolutions, les USA construisirent à cette époque de grandes pistes d'atterrissage pour des avions de transport à Thiès, à l'est de Dakar au Sénégal. Après la fin du conflit Est-Ouest la question du Sahara fut ramenée au niveau d'un conflit régional de moindre importance.

L'Algérie poursuivait son objectif dans deux directions : le traité à trois signé le 14 novembre 1975 par l'Espagne, la Mauritanie et le Maroc fut dénoncé. Le Polisario reçut tous les moyens militaires nécessaires pour mener une guerre, dans un premier temps contre la Mauritanie, afin de déstabiliser le régime, ce qui fut fait avec succès, puis contre le Maroc. Dans sa politique, l'Algérie fut soutenue par l'Espagne – probablement un héritage de Franco. Il s'agissait de créer par tous les moyens un mini-État saharien par l'autodétermination du « peuple sahraoui ». Quand les efforts politiques et diplomatiques de l'Algérie se révélèrent infructueux, on soutint le Polisario qui se proclama le 27

février 1976 à Bir Lahlou, un petit village à proximité de la frontière algérienne au Nord-Est du Sahara Occidental, République Arabe Sahraoui et Démocratique (RASD). Même si on était de l'avis qu'il fallait créer un État saharien, qui n'a, au demeurant, jamais existé, il faudrait alors y inclure de larges portions du Sahara algérien, car les Rguibats shariq sont installés loin à l'intérieur du territoire algérien. Mais de cela pas un mot du côté algérien. L'argument souvent mis en avant, selon lequel il ne faut pas toucher aux frontières tracées par le colonisateur ne s'applique pas ici, puisqu'il s'agit dans le cas du Maroc d'un ancien État-Nation, avec des frontières clairement définies, comme le soulignait déjà le maréchal Lyautey.

Ajoutons encore quelques mots sur les mouvements de résistance à la colonisation espagnole qui ont pris pour acronymes Morehob et Polisario. Le mouvement Morehob (= Mouvement révolutionnaire des Hommes bleus) a été fondé en 1969 par Edouard Moha pour chasser définitivement les Espagnols du Sahara Occidental. Le président du mouvement observa les réactions de l'Algérie et ses manœuvres dirigées contre le Maroc en espérant pouvoir en tirer profit pour son mouvement. C'est pourquoi il se rendit à Alger, mais ne tarda pas à avoir l'impression d'être politiquement instrumentalisé par l'Algérie à ses fins propres. C'est ce qui l'amena à séjourner quelque temps à Bruxelles et à Paris d'où il revint à Rabat, fermement convaincu que le Sahara devait retourner sous la souveraineté marocaine. C'en était ainsi fait de l'espoir que l'Algérie avait placé dans ce mouvement.

C'est alors que l'Algérie se tourna vers le Polisario (= Frente popular para la liberación de Saguia el Hamra y Rio de Oro), qui avait été fondé le 20 juillet 1973 en Mauritanie par le Rguibat El Ouali Mustafa Sayyed, avec le concours d'amis mauritaniens et marocains. Il avait une couleur politique marxiste-révolutionnaire et fut immédiatement pris sous l'aile d'Alger et soutenu par tous les moyens diplomatiques. El Ouali Mustafa Sayyed fut tué au cours d'un combat dès le 9 juin 1976 (depuis lors aucun des dirigeants du Polisario

n'est plus tombé au combat). Le mouvement s'attirait bientôt les sympathies pendant la phase d'agonie du Caudillo en Espagne (en particulier des Iles Canaris) et en France avec ses revendications d'indépendance et de droit à l'autodétermination, qu'il savait depuis le début manier habilement dans les médias. C'était aussi l'époque où les mouvements de libération d'Afrique étaient en Europe, de manière générale, « en vogue », ce qui était moins le cas pour les monarchies, dont il faut bien dire que, dans le monde arabe, elles ont été, - à l'exception peut-être de l'Arabie Saoudite wahhabite -, toujours nettement plus libérales que les autres États, qui, pour la plupart d'entre elles, ont pris, une fois l'indépendance accordée, des formes de dictature militaire rigide et qui connaissent aujourd'hui le plus d'insurrections comme l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Syrie et le Yémen. La perspective de la liberté et de la fondation d'un petit État relativement riche du fait de ses ressources en phosphate mobilisa en faveur du mouvement d'indépendance un grand nombre de partisans, surtout dans la jeunesse.

L'État du Polisario (RASD), qui avait d'abord mené des activités couronnées de succès dans la partie orientale et méridionale du Sahara Occidental, ne tarda pas à être éliminé par le Maroc et repoussé au-delà de la frontière algérienne où ses membres entreprirent de mettre sur pied des structures étatiques et cela, ironie de l'histoire, précisément dans les camps autour de Tindouf, une ancienne ville marocaine, ce qui nous amène à parler des structures et des personnalités marquantes du Polisario.⁷

La RASD n'a pu se doter de véritables structures étatiques qu'au fil du temps : avec un gouvernement de treize ministres, un parlement où siège un parti unique (le Polisario), une armée, un hymne national et un drapeau. Ce n'est que par ce dispositif que le Polisario a pu faire son apparition sur la scène internationale. Comme le Maroc a réussi à dresser une digue de protection sur presque tout le pourtour de la zone saharienne qui lui revient et à pacifier celle-ci, il a été mis fin au conflit militaire, mais

pas au conflit politique qui couve jusqu'aujourd'hui, et qui perdure artificiellement sur la scène internationale, attisé par l'Algérie et le Polisario. À l'époque ce furent près de soixante-dix pays, la plupart du bloc des pays non alignés, comme Cuba, qui reconnurent la RASD, dont il ne reste plus aujourd'hui que très peu de pays. Il y eut des ambassades et des représentations de la RASD dans onze pays. Il faut ajouter les bureaux qui furent installés en Belgique, en Grande Bretagne, en France, en Espagne, en Autriche, en Italie et en Scandinavie, qui sont encore en partie en activité et qui se procurent les subsides sans lesquels la RASD ne pourrait pas exister.

Il n'est pas difficile de voir combien le Polisario est peu représentatif du Sahara Occidental si l'on prend en considération que le comité exécutif formé de sept membres ne représente que deux membres nés dans le Sahara, tous les autres membres sont originaires du Maroc. Parmi les vingt-neuf membres du bureau politique la plupart sont d'origine mauritanienne ou marocaine. La personnalité féminine du Polisario, Mme Guejmoula bint Ebbi, qui est rentrée depuis longtemps au Maroc, à l'instar de beaucoup d'autres, comme l'ancien ministre de l'Information du Polisario Brahim Hakim. Il existe bien sûr de vives tensions au sein du Polisario en raison des mauvaises conditions de ravitaillement. Les aides humanitaires restent immobilisées en Algérie ou disparaissent par des voies impénétrables et sont revendues au Mali et en Mauritanie, comme d'éminents diplomates en poste à Nouakchott l'ont fait savoir. L'ex-ambassadeur de la RASD Mohamed Ramdane, revenu au Maroc, semble digne de foi quand il rapporte que les souffrances de la population des camps de Tindouf et la tyrannie exercée par un groupe d'individus sans scrupule, qui n'ont rien à voir avec le Sahara Occidental, sont les faits qui l'ont le plus choqué.⁸ D'un point de vue politique, le Polisario est entièrement inféodé à l'Algérie. Aucune activité diplomatique ou militaire ne peut être décidée sans l'aval de l'Algérie.

Pour en revenir aux structures étatiques, remarquons que le Polisario est dirigé par un comité exécutif de sept membres, en dessous siège un bureau politique de vingt-neuf membres, puis le conseil national restreint et le conseil national plénier. La RASD a été jusqu'ici représenté par le gouvernement avec à sa tête le chef de l'État Mohamed Abdelaziz (originaire de Marrakech). L'Assemblée Nationale est un autre organe de l'État dont la moitié des membres est issue du Bureau Exécutif. Il y a en outre une Cour de Justice suprême, une armée et quelques associations.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, les succès internationaux du Polisario reposent sur une habile politique médiatique dont l'Algérie assure l'agencement et le financement. Le Polisario est une composante de la politique hégémonique algérienne dans la région qui n'accepte pas l'idée d'un Maroc agrandi. Sans l'aide de l'Algérie et des pays qui entretiennent des liens d'amitiés avec celle-ci, c'en serait fini du Polisario depuis longtemps. Les puissances occidentales, qui entretiennent des relations aussi bien avec l'Algérie qu'avec le Maroc, adoptent officiellement une attitude de neutralité. Les pays non alignés ainsi que leur cercle d'amis d'Europe Occidentale aidaient le Polisario. Mais leur aide va diminuant et par là même la qualité de vie de ceux qui vivent dans les camps, c'est ce qui explique qu'on ait assisté depuis le début des années 1990 à d'importants mouvements de personnes fuyant vers le Maroc pour échapper au « goulag » algérien. Comme le bouclage du Sahara Occidental par un système militaire de digues a rendu les attaques militaires plus difficiles, le Polisario s'est spécialisé dans des pratiques d'infiltration et de guérilla, comme les événements du 8 novembre 2010 à Laâyoune l'ont montré. Qu'on ait voulu faire endosser les événements aux Marocains, trouve sa confirmation dans l'efficacité jamais démentie de la politique algérienne d'information qui dispose d'un budget important, comme on l'entend dire, et de réseaux d'influence en Europe. Même le Parlement européen s'est laissé fourvoyer par la présentation espagnole des événements à Laâyoune.⁹

C'est ainsi que le conflit continue de couvrir. Par ailleurs il faut maintenir la fiction laborieusement élaborée d'un État, si le Polisario ne veut pas disparaître. Des mouvements de fuite d'envergure, comme le départ d'une unité motorisée entière du Polisario vers la Mauritanie en 1987 ne se sont pas reproduits. Le Maroc qui considère les transfuges comme des frères de bonne foi mais fourvoyés qui ne doivent pas être punis, sape par cette tactique psychologique la loyauté envers la direction du Polisario. D'un point de vue humanitaire on aimerait espérer qu'il sera bientôt accordé aux Sahraouis la liberté de retourner au Maroc, qui a réalisé d'importants travaux de reconstruction, ou en Algérie ou encore en Mauritanie pour y demander l'asile. Les caciques du Polisario, devenus suffisamment riches, se disperseraient alors dans tous les pays.

Le Maroc a fait à ce point des concessions aux Sahraouis qu'il est disposé à leur accorder une autonomie interne sur leur territoire, une idée qu'avait jadis lancée le général Franco, à condition qu'elle s'accomplisse sous la souveraineté de l'Espagne. Mais les négociations entre le Polisario, qui rejette jusqu'ici le plan marocain, et le Maroc devraient être rapidement menées à leur terme et aboutir à une solution définitive, avant que n'intervienne un traité de paix solennel entre l'Algérie, qui subit de plus en plus d'attaques par des terroristes islamistes, et le Maroc. Toujours est-il que le Maroc ne peut pas faire de nouvelles concessions. Il est très peu probable qu'un éventuel référendum ait jamais lieu, ne serait-ce qu'en raison des divergences insurmontables sur la manière d'établir les listes électorales.¹⁰ Comme on l'a appris récemment de source diplomatique, l'Algérie aurait sollicité l'aide des Etats-Unis pour trouver une issue à la question du Sahara sans perdre la face. Selon des bruits de plus en plus insistants, il se dit que le Polisario aurait des contacts avec l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique). On ne peut en tout cas qu'être impatient de savoir comment la question du Sahara va évoluer.

Notes

1. Outre de très nombreuses études sur des points particuliers, entre autres en langue allemande, on a accordé une attention toute spéciale aux publications mentionnées ci-après :
Michel Abitbol, Histoire du Maroc, Paris 2009, p. 576-583.
 Attilio Gaudio, Sahara Espagnol, fin d'un mythe colonial, Rabat 1975.
 - - , Le Dossier de la Mauritanie, Paris 1978.
 - - , Le Dossier du Sahara Occidental, Paris 1978.
 - - , Maroc saharien du Tafilalet à Rio de Oro, Paris 1985.
 Bernard Lugan, Histoire du Maroc des origines à nos jours, Paris 2000, p. 307-335.
 Bernd Manuel Weischer, « Entwicklung, Struktur und Aktivitäten der Polisario », in : KAS-Auslandsinformationen 3/1988, p. 2-19.
2. A. Gaudio, Maroc saharien, p. 100.
3. Ainsi le Sultan est intervenu par exemple en 1899, lorsque sept prospecteurs allemands ont été capturés par une tribu dans la Saquia al-Hamra. Ils furent libérés sur l'ordre du sultan, ce qui prouve l'autorité de celui-ci sur ce territoire.
4. Pour les détails cf. B. Lugan, p. 312-15.
5. Le dernier recensement effectué par les Espagnols en 1974 faisait état de 73 497 personnes – divisées exactement par tribus – dans le Sahara Occidental et de 36 480 personnes à l'extérieur, dont 30 000 au Maroc qui avaient fui et s'y étaient réfugiés au cours des combats de 1958. Les chiffres étaient connus de l'O.N.U. Malgré cela le Polisario essaya de gonfler le nombre des Sahraouis qui se trouvaient dans leurs camps avec

des éléments venus de Mauritanie et du Mali.

6. Cf. aussi M. Abitbol, p. 577.
7. Sur quelques personnages et organismes cf. B.M. Weischer, p. 5-7.
8. Jeune Afrique, N° 1406 du 16.12.1987, p.7.
9. Jusqu'à présent, c'étaient des cercles de communistes, de socialistes et de tiers-mondistes qui soutenaient le Polisario en Europe, il semble que, maintenant, même des journaux conservateurs se sont laissés corrompre.
10. Cf. note 5.

III. Culture

On peut à bon droit voir dans la culture *le fond spirituel d'un peuple*. Il s'exprime dans tous les phénomènes culturels, aussi bien dans la musique que la littérature ou l'architecture. L'invisible spiritualité s'y fait visible et tangible. Si nous considérons sous cet angle de vue *l'histoire culturelle du Maroc* – incluant l'Andalousie musulmane – nous aboutirons à des conclusions qui ne manqueront pas de surprendre. ¹

Avec la conquête de l'Andalousie commence l'histoire de *la culture islamo-mauresque* qui devait surtout prospérer dans l'Espagne musulmane et au Maroc. Bon nombre d'anciennes familles, à ce qu'on raconte au Maroc et en Tunisie, conservent depuis des générations une cassette renfermant une clé, celle de la maison qu'ils habitaient jadis en Andalousie. C'est la clé d'une histoire longue de neuf cents ans commencée en 711, lorsque le commandant des armées Tariq Ibn Ziad franchit le détroit de Gibraltar avec six mille hommes et conquiert le Sud de l'Espagne, une histoire qui prit officiellement fin avec la prise de Grenade par les rois catholiques, mais dans les faits s'acheva seulement avec l'expulsion des derniers morisques sur une initiative de l'Inquisition au cours des années 1606-1614. On ne saurait s'imaginer divorce plus regrettable entre la culture musulmane et la culture chrétienne en Espagne : neuf siècles durant les Arabes ont instruit l'Europe barbare, neuf siècles durant ils lui ont offert tout ce qu'il possédait : théologie et philosophie, art de la guerre et agronomie, architecture et musique, médecine et sciences naturelles. Les siècles de domination musulmane en Espagne ont la réputation justifiée d'avoir été un âge d'or.

C'est un homme de Damas qui inaugure la série des souverains andalous. ² Abderrahman fut le seul à avoir réchappé à la chute de la dynastie des Omeyyades (de Banu Umayya) en 750, il s'enfuit en Andalousie et refonda la dynastie des Omeyyades avec l'émirat de Córdoba. Il laissa dans son sillage une succession ininterrompue

de musiciens et d'artistes, de bâtisseurs et de savants d'Orient. Les Omeyyades avaient construit là-bas la grande mosquée de Damas et la coupole du Rocher à Jérusalem. °Abderrahman fit édifier la célèbre mosquée de Cordoue, fonda une université et une grande bibliothèque, où se trouvait rassemblé tout le savoir de l'époque. Près de trois cents ans plus tard la puissance des Omeyyades s'était épuisée. Éclatée en une multitude de petits royaumes (reinos de taifas), l'Espagne musulmane était néanmoins encore assez puissante pour ne pas céder du terrain aux chrétiens. Les Arabes continuaient en ces siècles toujours à prodiguer leurs enseignements à l'Occident chrétien : ils apportaient à l'Europe le riz, les orangers et les citronniers, les bananes et le safran. Ils construisaient des horloges mécaniques et enseignaient l'art de naviguer d'après les étoiles. Ils introduisirent la boussole, inventée jadis en Chine, en Europe. Les premiers hôpitaux destinés à soigner les blessés furent construits au Caire et en Andalousie, puis pris comme modèles par les croisés. Il est impossible de faire une énumération exhaustive de tout ce que l'Europe est redevable à la civilisation arabe du haut Moyen Âge.

Après l'irruption des Almoravides berbères venus de l'extrême Sud du Maroc, arrivèrent les Almohades – également des princes berbères – en Andalousie. Les témoignages architecturaux caractéristiques des Almohades sont les célèbres tours de *Giralda à Séville*, de *la Tour Hassan à Rabat* et de *la Koutoubia à Marrakech*. Progressivement la capacité des Maures, c'est-à-dire des Arabes et des Berbères, à transmettre des connaissances à l'Europe alla s'affaiblissant. À la fin du XIII^e siècle les souverains maures entrèrent dans une ère de décadence, et, alors que la puissance des rois musulmans était déjà brisée, ceux-ci offrirent encore à l'Occident un palais où les histoires des Mille Et Une Nuits semblent être fixées dans la pierre pour l'éternité : l'Alhambra (de l'arabe Al-Hamra' = la rouge), le palais de Grenade. L'idéal andalou de perfection fait danser ses reflets sur cet ensemble de palais, de cours et de jardins : toutes les capacités humaines se sont mises au service de la beauté de la vie. Après que le dernier sultan

nasride eut remis aux souverains catholiques les clés de Grenade, commença l'expulsion des musulmans de leur paradis andalou.

Les causes de *l'effondrement des royaumes musulmans* d'Espagne sont nombreuses : politiques, militaires, démographiques. Mais ces explications historiques n'éclairent qu'une partie de la vérité. Il n'aura fallu que quatre-vingt-dix ans aux Arabes pour déferler jusqu'aux zones occidentales du monde tel qu'on le connaissait à l'époque. Ils tiraient leur force de leur foi, de l'islam. Au cours de cette conquête à marche forcée ils s'emparèrent de tout ce qui leur tombait sous la main en matière d'art, de savoir et de connaissances philosophiques, ils en firent leur profit et le transmirent. Mais la force de l'islam par sa grandeur et sa force écrasante comprimait les espaces libres de la philosophie et des connaissances non religieuses. Peu après l'an mil le grand théologien al-Ghazzali avait écrit un ouvrage intitulé *La réfutation des philosophes* (= *Tahafut al-falasifa*), il entendait par là la philosophie comme pensée extérieure aux doctrines théologiques. Juste cent ans plus tard le philosophe andalou Ibn Rochd (Averroès) rédigea une réplique à l'ouvrage d'al Ghazzali, *La réfutation de la réfutation* (*Tahafut at-tahafut*) afin de préserver l'indépendance de la philosophie, mais il ne pouvait plus briser la prééminence de la pensée religieuse en terre d'islam. Il fut un des pères de la philosophie occidentale où le rapport entre foi et raison fut l'objet d'un long débat. Les philosophes de la sphère d'influence musulmane ne se révélèrent pas assez forts pour créer des espaces de liberté à une pensée qui ne prendrait pas Dieu comme principal point de repère. Dès lors cessait le développement des sciences naturelles, où les Arabes s'étaient illustrés pendant des siècles. Celles-ci devinrent l'apanage des Européens.

Il en alla de même pour *l'art et la musique*. Des siècles durant eut lieu un échange fructueux entre musique arabe et musique européenne, mais l'invention du contre point et de la polyphonie, lesquels sont au fondement de la musique

européenne, mit un terme à cette coexistence. L'évolution ultérieure de la musique arabe resta dès lors fidèle au canon en vigueur – comme par exemple le Maalouf marocain ou tunisien qui tire son origine de la musique andalouse. C'est une musique qui est aujourd'hui aussi vivante qu'il y a mille ans, même si elle ne se situe pas dans la proximité de la sensibilité européenne. Elle ne nous touche ni par ses tensions ni par ses émotions, elle fait l'effet d'être quasi statique et est, à cet égard, comparable à la musique médiévale – celle, par exemple, de Hildegarde de Bingen, qui, elle aussi, continue d'attirer un public moderne.

La musique andalouse continue d'être jouée en Afrique du Nord, en particulier *la musiqa gharnati*, la musique de Grenade, avec ses inflexions mélancoliques et élégiaques, et touche beaucoup d'auditeurs, elle est jouée au Maroc, principalement à Oujda, en Algérie et en Tunisie. Et ce ne sont pas seulement des chants à la louange du Prophète (= madh), qui ne cessent d'accompagner les fêtes religieuses et qui se retrouvent dans les programmes de télévision, mais aussi de la poésie profane chantée, ayant pour thème l'amour, que l'on peut comparer à la musique de cour du Moyen-Age. On peut établir un rapport entre l'écho que rencontre cette musique auprès des jeunes auditeurs et une certaine nostalgie pour le paradis perdu de l'Andalousie. Il s'agit d'un retour à une époque perdue, de la quête d'une civilisation et d'une culture tolérantes perdues. Ce thème a été repris par Mohamed Iqbal, philosophe et poète pakistanais – par exemple dans son célèbre poème sur la mosquée de Cordoue –, mais aussi par la chanteuse libanaise encore vivante Fayrouz.

Elle célèbre dans ses chants en langue arabe andalouse et dans le style de la mystique arabe le Paradis perdu, en faisant fusionner en un tout l'image de l'Andalousie et celle de l'aimé :

« Qui me prend en pitié en entendant mon
amoureuse plainte hormis le Roi de l'Amour ? La
pluie te transit. Pluie d'abondance.

Ô toi Andalousie ! Époque de l'union des amants.

Jamais d'union avec toi n'eut lieu si ce n'est rêvant dans l'univers.

J'ai enseveli dans mes nuits l'obscur secret de l'amour. Si les soleils n'existaient pas, il n'y aurait pas d'astre dans la coupe de l'amour, suivant sa trajectoire et dispensant le bonheur.

Ô près de celui qui vous enivre par la douceur de ses boucles, Ô toi qui a rendu mon existence si étroite que le tout s'étend au point que je ne distingue plus l'orient de l'occident. Ô toi, dont les yeux sont si expressifs et dont les boucles ont la couleur du miel. Mon âme est devenu lieu de privation quand il a tendu son arc et a tiré la flèche qui m'a dérobé mon cœur.

Ô toi époque de la réunion des amants en Andalousie.

Ce bref extrait des Andaloussiyyat de Fayrouz, à lui seul, suffit à bien montrer que le rêve de l'Andalousie, où la pluie tombe à verse, symbole de richesse infinie, est toujours vivace de nos jours. Celui qui tend son arc et décoche cette « flèche qui dérobo » est-il l'aimé ou celui qui les a chassé du Paradis ? Le cinéaste tunisien Nacer Khmir dit de son film *Les baliseurs du désert* : « L'Andalousie, c'est mon sujet, dans l'espace et le temps. » « Ce que j'ai cherché à faire dans ce film, c'est à donner une image de moi, pas seulement de mon individualité, mais aussi du passé qui déterminera mon avenir. Pourquoi identifier cette image avec l'Andalousie ? Andalousie est le mot qui signifie tout ce que nous avons perdu. »

Sans vouloir entrer dans le détail de l'histoire de la musique andalouse, de l'évolution de ses formes, de ses compositeurs et de ses instruments, qu'il soit seulement renvoyé à l'étude de synthèse qui a été faite par Omar Metioui.²⁾ Outre cette musique il y a la musique des Berbères qui se joue avec un

petit nombre d'instruments et qui semble monotone à une oreille occidentale. On l'entend aujourd'hui encore à la radio et à la télévision et dans les festivals de musique folklorique. Il y a aussi la musique de transe, avec des composantes africaines, qui se rencontrent à l'occasion de festivals et lors d'exhibitions de danses extatiques du mode « hadra » et « guedra », surtout dans le Sud et le Sahara. Le festival annuel des Gnaoua d'Essaouira vaut, à cet égard, la peine d'être connu.

Mais ce qui a rendu immortelle la musique andalouse, est le fait qu'elle trouvait également accès aux confréries mystiques qui y ajoutaient des textes mystiques. Le premier mystique dont les poèmes et chants sont connus dans toute l'Afrique du Nord et sont encore chantés de nos jours est *Abu'l-Hassan ash-Shushtari* (né en 1212 à Sustar près de Guadix dans le royaume de Grenade, mort en 1269 à Damiette/Égypte). C'était un disciple spirituel du mystique *Abu 'l-Hassan ash-Shadhili* (mort en 1258 en Égypte). Comme son maître, il prit la fuite pour échapper à la persécution des Almohades, dont la tendance était hostile à la musique et à la mystique, et se réfugia dans l'Égypte, plus tolérante. Nous pouvons reconstituer sa philosophie à partir de ce court fragment :

« J'ai émergé des fonds, et ainsi je suis hors du temps, mais je ne suis pas moi. Mais qui suis-je, si JE ne suis pas MOI ? »

Mais ash-Shushtari fut surtout poursuivi par les théologiens almohades pour ses chants typiques qui célèbrent l'ivresse. Voici un extrait de ses chants :

« Mon bien aimé m'a rendu visite, chaque instant était doux, il m'écoutait, mon aimé.
Il me pardonne toutes mes erreurs alors même que les gardiens sont là.
Mon bien aimé était là, lorsque la coup se vida et que mes attentes furent comblées.

Plus nous buvions du vin permis, plus douce était
notre haleine.
Remplis mon verre, car c'est là que mon bonheur se
trouve.
Buvons mon cœur pur !
Rafraîchissement de ma vie,
Toi niche éclairée,
Si près de moi...
Mon verre est plein, mon gobelet, mais ce n'est ni de
raisin, ni de pampre...
Laisse-moi boire et aimer mon bien-aimé,
chaque jour à nouveau.
L'entêté m'ordonna :
Repens-toi !
alors que je chemine sur la voie juste.
Je suis conscient du passé comme du futur..
Instructeur de mes contemporains je suis,
Et un amant fou
En amour pour la beauté terrestre ma vie s'est
consumée.

En plein milieu de la nuit la plus sombre la pleine
lune m'apparut,
sans que personne ne la remarque.
Elle jeta sa lueur dans ma demeure et ma cour.
Je faillis en perdre la raison.
Quel merveilleux repos en Toi, Tu es en moi,
Ta présence ne s'efface jamais... .
En moi Tu es présent, en moi Tu vis,
Tu rends mes soupirs lumineux...
Mon bien aimé m'a rendu visite, douceur de chaque
instant,
Généreux à chaque instant, il m'a pardonné toutes
mes erreurs en présence des gardiens. »³⁾

C'est à cause de ces poèmes qu'il a été comparé à un
mystique égyptien célèbre, *Omar ibn al-Farid* (mort en
1235), qui lui aussi s'était rendu célèbre par un chant
mystique du vin, la *Khamriyya*.⁴

Avec la Harraqiyya nous avons une confrérie religieuse dans laquelle, la musique instrumentale et les chants mystiques font partie intégrante des rassemblements rituels, elle remonte à son fondateur *Mohamed ben Mohammed al-Harraq* (né à Chefchaouen, mort en 1845 à Tétouan), le dernier poète mystique de langue arabe. Ses poèmes sont aujourd'hui encore chantés et ce, non seulement par les membres des confréries, mais aussi par les gens du peuple.⁵ On voit clairement là une nouvelle fois combien les confréries constituent un élément important de la société marocaine et, à cet égard, l'islam populaire nous apparaît dans toute la richesse de ses facettes (culte des tombeaux, culte des saints, baraka). Il est certain que les confréries religieuses, qui imprègnent toute la société marocaine, forment une digue contre le fondamentalisme et soutiennent la monarchie qui tire sa légitimité de l'islam, même si elles sont violemment combattues par les régimes wahhabites, comme, par exemple, en Arabie Saoudite et au Soudan.

Avant d'aborder dans le détail le rôle joué par les confréries dans la vie sociale et politique du Maroc, il faut élucider un concept. Le concept de « littérature mystique » s'entend dans une acception beaucoup plus vaste dans le monde islamique que dans le monde chrétien. Il englobe toute littérature d'inspiration religieuse susceptible d'être considérée comme une expression de l'expérience religieuse, fût-elle souvent en contradiction avec la loi musulmane. Cette littérature représente dans le domaine arabo-islamique environ 40% de tous les textes en arabe classique et jusqu'à 60% de la littérature classique persane. Quand nous parlons, en Allemagne par exemple, de littérature mystique, nous entendons par là des textes comme ceux des mystiques du Moyen-Age, ceux de Maître Eckehart, de Tauler et de Suso ou les textes théosophico-mystiques d'Angelus Silesius (mort en 1677) et de Jacob Böhme (mort en 1624) qui représente l'apogée du mouvement de pensée en Allemagne entre Nicolas de Cuse (mort en 1464) qui appartient au Haut Moyen-Âge et Gottfried Wilhelm Leibniz (mort en 1714) qui se situe dans les Temps modernes.

La littérature mystique ou soufie au Maroc et en Andalousie fut composée tant par des représentants des confréries religieuses que par des individus mystiques vivant isolément et elle recourut à diverses formes d'expression, allant d'une langue philosophique ou psychologique à un mode d'exposition, cas le plus fréquent, poético-symbolique. Il est impossible, dans le cadre de cet ouvrage, de donner une description, ne serait-ce qu'approximative, de l'océan que forme la mystique andalouse et marocaine. Malgré tout, il faut présenter quelques exemples et figures tirés de la longue histoire de cette culture.

Tous les mystiques et les saints ont selon la conception marocaine une « baraka », c'est-à-dire une force de bénédiction qui se communique à tous ceux qui entrent en contact avec celle-ci. Dans le vocabulaire d'un marocain, le mot « baraka » est fréquemment utilisé comme symbole d'une conception du monde ; La croyance en une baraka chez le peuple marocain est l'expression d'une authentique piété et d'un dévouement non restreint par des lois à la divinité inconnue, un pendant vivant au carcan des lois strictes de l'islam. U. Topper écrit fort pertinemment à ce propos : « Le Maroc tout entier est semé de tombes de saints qui forment comme une résille de perles. Si l'on pouvait considérer ces tombes comme autant de petits points lumineux, le pays, vu du ciel, serait éclairé même de nuit a giorno, tant elles sont nombreuses. »⁶

Beaucoup de sanctuaires ne renferment pas de tombes mais sont des symboles d'un saint déterminé, nommé aussi marabout, par exemple sur le lieu où il a été actif et a vécu et où des miracles ont été effectués sur son intercession.

« En ce sens l'édifice spirituel qui justifie le culte des saints au Maghreb est un phénomène syncrétique commune à toutes les religions. Les mystiques de l'islam, les soufis, forment l'épine dorsale de cette piété populaire. Les maîtres soufis forment le substrat historique de ce culte des saints et les doctrines des saints sont l'élément pérenne de cette foi, sont l'esprit et le telos de cette foi. – Ainsi, à l'origine d'un

lieu dévolu à la « baraka », il y a un homme qui s'adonnait à l'étude, et à la fin la transmission de sa doctrine, conservé le plus souvent sous la forme d'un poème ou d'un livre. Cette doctrine va bien au-delà de la valeur locale du sanctuaire, elle prétend à une portée universelle, non seulement dans la sphère de l'islam mais au titre de témoignage de la quête humaine de la vérité. »⁷

Un des premiers mystiques dans le domaine marocco-andalou est Ibn Masarra (mort en 931). Il eut, au cours de son voyage en Orient, des contacts avec les premiers mystiques de la période de Bagdad, il subissait l'influence des idées néoplatoniciennes et gnostiques, enseigna la doctrine mu'tazilite du libre-arbitre de l'homme et devint la figure majeure du soufisme occidental. Pour lui, l'amour était la principale force du cosmos, on peut aussi le comparer à Jalal ud-Din Rumi (mort en 1273), qui a forgé l'expression de l'amour créateur divin (= 'ishq-i khallaq-i ilahi). Ce concept peut à son tour être comparé à « l'élan vital » de Henry Bergson (1859-1941). Les élèves d'Ibn Masarra avaient transmis par écrit les œuvres de leur maître, en particulier « Le livres des lettres » une mystique kabbalistique des nombres, qui devrait former la base de nombreux écrits soufis ultérieurs. De nombreuses phrases ont été, par la suite, citées et commentées par Ibn 'Arabi.

Ibn Masarra ne nous a pas seulement légué un système philosophico-mystique, il a également initié un savoir-vivre, une tariqa, et s'est ainsi attiré le mécontentement des théologiens et des souverains, car elle évoluait sous le sceau du secret le plus strict. Son noyau était formé par la transmission de la bénédiction personnelle (= baraka) par l'émission de souffles, voire de crachats, comme c'est encore usuel aujourd'hui au Maroc. Ainsi se formait par les élèves une chaîne de transmission des forces que l'on nomme 'silsila' (= la chaîne) et qui se maintient depuis des siècles. La survie des idées d'Ibn Masarra, s'en trouvait ainsi assurée, lui qui avait été un temps décrié comme hérétique, parce qu'il adoptait beaucoup d'idées gnostiques, mais aussi zoroastriennes et manichéennes qui trouvèrent par

la suite leur plus haute expression dans la mystique de la lumière chez un Sohrawardi (mort en 1191). L'objectif de la « 'tariqa' » est le « fana' », l'abandon du Soi et l'union avec le divin et la permanence (= baqa') dans l'origine. Mais cette union n'a pas forcément lieu au terme de la vie, elle peut se manifester soudainement. C'est là une des connaissances les plus importantes auxquelles sont parvenus les soufis.

Le rôle éminent du maître soufi ne tient pas seulement à son pouvoir de mettre les autres sur la voie de la connaissance, mais aussi à celui de rendre visible la proximité de Dieu. La doctrine n'est pas seule à faire le maître, il y a aussi sa familiarité avec le divin (il est l'ami de Dieu « wali »), ce qui en fait le modèle et le guide d'une confrérie, et on se réfère au verset coranique : « En vérité, les amis d'Allah seront à l'abri de toute crainte, et ils ne seront point affligés. » (Coran 10.62).⁸

Des philosophes comme *Ibn Baja*, *Ibn Tufayl* et *Ibn Roshd* (= Averroès), qui n'étaient pas eux-mêmes des mystiques, mais étaient des défenseurs de la mystique, ont affirmé eux aussi des propos significatifs à cet égard. Ainsi d'Ibn Baja qui dit : « L'âme peut s'unir à Dieu, et c'est sa suprême vocation et son bonheur suprême », une maxime qui vaut pour l'ensemble du mouvement soufi dans l'islam occidental. Les mystiques occidentaux ont été souvent stigmatisés par les orientaux comme indisciplinés, parce qu'ils ne respecteraient pas la loi islamique et les règles de l'ordre. La vérité est autre, ils plongent beaucoup plus profondément dans les secrets de l'être que les mystiques orientaux, à l'exception, bien entendu, des mystiques persans et indiens. Les formes et règles en vigueur en Orient pour la vie communautaire n'ont aucune signification en Occident du fait que maîtres et disciples étaient unis par un lien d'amour réciproque qui rendait superflu les règles écrites.

Sans parler des nombreux mystiques du siècle d'or que fut le XII^e siècle, évoquons en cependant quelques-uns. *Abu Madyan* de Tlemcen (mort en 1197)⁹, *Abu'l-Abbass de Ceuta*, qui devait devenir par la suite le saint patron de

Marrakech, et *Abdeslam ibn Mashish* (mort en 1228), un des plus grands maîtres du Maghreb et protecteur du Nord du Maroc. Sa tombe se trouve aux environs de Tétouan et sert de substitut à la Kaaba pour ceux qui ne peuvent s'offrir le pèlerinage à la Mecque. Nous ne disposons pour ainsi dire d'aucun élément sur sa vie et seule une prière dont il est l'auteur nous est parvenue.¹⁰ Son disciple *Abu'l-Hassan ash-Shadhili* (mort en 1258) a répandu sa doctrine dans toute l'Afrique du Nord. Ses idées directrices se trouvent dans sa prière « Hizb al-Barr » (= prière de la terre). Un de ses premiers élèves fut *Abu 'l-Hassan ash-Shushtari*, dont il a déjà été question dans ce livre. Un autre de ses élèves qui a perpétué la gloire de la Shadhiliyya, était *Ibn 'Ata' -'llah* d'Alexandrie, « le dernier miracle soufi sur les bords du Nil », (mort en 1309). Ses œuvres sont connus en Europe par de nombreuses traductions.¹¹

La mystique de la Shadhiliyya est pragmatique et se caractérise par la simplicité de sa sagesse et son analyse pénétrante de l'âme. Le concis « Hikam » (= maximes de sagesse) qui reflètent les relations entre l'homme et Dieu sous une multitude de facettes, n'ont cessé d'être commentées de l'Espagne à l'Inde.

« Qui connaît Dieu, le voit en toutes choses.
Qui est anéanti en lui, disparaît de toute chose.
Et qui L'aime, ne Lui préfère rien d'autre. »

Avec Ibn 'Ata'-'llah commence aussi la psychologisation de la mystique, surtout poursuivie par *Ibn 'Abbad Rondi* (mort en 1394). Sans ses concepts et analyses la mystique espagnole ultérieure est impensable. Les concepts mystiques fondamentaux de saint Jean de la Croix ou de sainte Thérèse d'Avila sont empruntés des concepts arabes.

Le plus grand mystique du monde arabe *Muhyuddin Ibn 'Arabi* (né en 1161 à Murcie et mort en 1240 à Damas) était originaire d'Andalousie et fut connu par ses nombreux élèves et ses écrits en Orient jusqu'à l'Inde.¹² Il est le fondateur du soufisme théosophique et de la théorie de *l'unicité de l'Etre*

(= *wahdat al-wujud*). L'Un reste invisible et peut seulement être connu dans ce monde par ses manifestations divines (= *tajalliyat ilahiyya*). La base de ce nouveau système de pensée est une vision du monde dichotomique dont les concepts essentiels sont le *batin* (= l'aspect intérieur) et le *zahir* (= l'aspect extérieur), ils sont appliqués à la relation entre Dieux et la création. Dieu est l'intérieur de la création, l'homme étant l'extérieur. Sans la création et la créature suprême, l'homme, Dieu n'aurait pas d'extérieur, il n'apparaîtrait pas. Dans ce contexte on cite souvent le fameux hadith : « J'étais un trésor caché, et je voulais être connu, c'est pourquoi j'ai créé le monde afin d'être connu de lui. » L'homme ne fait l'expérience de Dieu que par la création, surtout dans l'autre homme. Dieu s'aime lui-même par l'homme et est aimé dans l'homme. L'essence de Dieu reste caché derrière des voiles multiples.

Ainsi dit *Fakhruddin 'Iraqi* (mort en 1289 à Damas), un des successeurs d'Ibn 'Arabi : « Tu es dans toutes les formes, mais toi-même tu n'as pas de forme. » L'ami d'Ibn 'Arabi *Auhaduddin Kirmani* (mort en 1238 à Bagdad) utilise comme concepts clés « *surat* » (= la forme extérieure) et « *ma'na'* » (= l'essence intérieure) qui sont comparables aux concepts d'Ibn 'Arabi. Ibn 'Arabi aurait composé environ 400 œuvres, dont 150 sont encore connues aujourd'hui. Les plus importantes sont « Les révélations mekkoises » (= *Al-futuhāt al-makkiyya*) et « Les pierres de la sagesse » (= *Fusus al-hikam*), lesquelles ont été partiellement traduites dans des langues européennes. Une autre collection de poèmes mystiques-érotiques a été connue sous le titre de « *Interprète des désirs* » (= *tarjuman al-ashwaq*), dans laquelle Ibn 'Arabi expose sa foi personnelle, disant :

« Mon cœur a pu s'adapter à toute forme :
 Pâture pour les gazelles, un monastère pour les moines,
 un temple d'idoles, la Kaaba d'un pèlerin,
 les tablettes de la Thora ou le livre du coran.
 Je suis la religion de l'amour
 Où qu'ils aillent les équides :
 L'amour est ma religion et ma foi. »¹³

Ibn ʿArabi nous offre dans sa « Risalat al-quds » (= lettre de la ville sainte) qu'il avait écrite en 1203 à un ami à Tunis lors de son premier grand voyage dans l'Orient, un regard dans sa vie personnelle et où se manifeste déjà son don visionnaire. Les nombreuses notes biographiques et expériences nous renseignent presque plus sur sa personnalité que les ses ouvrages compliqués (p.ex. sa lettre sur l'unicité de Dieu).¹⁴ La pensée d'Ibn ʿArabi a été promulguée par ses nombreux disciples en Orient – on ne pourrait les citer tous – jusqu'au sous-continent indien. L'école d'Ibn ʿArabi en Orient est le pendant aux grands mystiques persans qui ont vécu à la même époque, comme Sohrawardi, ʿAttar ou Rumi, qui transmettent leurs expériences mystiques moins en langue philosophique qu'en expression poétique.

Parmi les nombreux mystiques marocains on devrait également mentionner *Abu 'l-Hassan at-Tajibi al-Harrali*, un homme assez indépendant originaire de Marrakech. Il s'enfuit de l'atmosphère antimystique des premiers Almohades dans l'Orient et mourut en 1240 à Hama/Syrie. Ses écrits sur la logique et sur les idées de l'au-delà, composés en langue ésotérique-poétique afin d'éviter les attaques des théologiens, sont peu connus. Al-Harrali parle de l'unicité de l'Être divin, qui éclipse notre existence, c'est-à-dire l'irradie d'une lumière trop claire. En dehors de Lui c'est le néant. U. Topper a traduit quelques de ses pièces :¹⁵

«Nous sommes descendus à une mer,
 et sa plage est devenue notre demeure.
 Au dessus de cette demeure était un soleil,
 qui se levait sur notre horizon.
 Le coucher du soleil est en nous,
 et de nous apparaît son aurore.
 Nos mains ont touché ses bijoux,
 desquels ont émergé nos âmes,
 et tout de suite nous-mêmes sommes devenus des
 bijoux.
 Dites-nous, où est ce soleil, quelle est sa signification
 et son secret, et quelle est la perle de cet océan.

Nous sommes descendus dans un univers,
dont le nom signifie chez nous « le vide »,
et qui est trop petit pour nous contenir,
quand nous sommes capables de le contenir en
nous-mêmes. »

Le mystique persan *Fariduddin °Attar* (mort en 1220) parle aussi des âmes qui sont des perles et bijoux de la mer divine sans rivages ainsi que du concept presque bouddhiste du « vide » ou « d'être sans soi ». Ces textes qui sont du point de vue littéraire certainement indépendants les uns des autres, sont l'expression de l'unité de l'âme humaine et de ses expériences. Il est indéniable que les textes mystiques marocains sont de même profondeur que les textes persans et attestent de ce fait de la grandeur de la culture marocco-andalouse.

L'école de Shadhiliyya qui s'étendait à partir du Maroc sur toute l'Afrique du Nord et existait depuis des siècles, a engendré de nombreux mystiques. Parmi les premiers successeurs de Abu 'l-Hassan ash-Shadhili nous mentionnons seulement *Abu 'l-°Abbas al-Mursi* de l'Andalousie, qui avait suivi son maître à Alexandrie où il mourut en 1296. La profondeur extraordinaire de ses pensées se trouve dans des écrits de ses élèves. D'autres Shadhilis étaient *Mohammed al-Busiri* (mort en 1295) dont « l'ode du manteau » est devenue célèbre.

Nous avons déjà parlé d'*Ibn °Ata'-°Allah* et *Ibn °Abbad Rondi*. Les concepts les plus importants chez le dernier sont °qabd' (= l'étroit) et °bast' (= l'étendu), lesquels montrent les crises psychiques et leur libération et sont ainsi une preuve pour le début de la psychologisation dans la mystique. Ibn °Abbad cite ici un passage d'une lettre connue d'un soufi adressée à Al-Junayd, un des premiers mystiques de Bagdad (mort en 910) :

« Un soufi vit son maître après la mort de celui-ci dans son rêve et s'étonnait de le

voir souffrir. Le maître lui dit : L'étroit et l'étendu
sont deux états d'esprit ; celui
qui n'est pas passé par ces épreuves dans cette vie,
doit les passer dans l'autre vie. »

Ce texte est aussi une description du '*barzakh*', le royaume intermédiaire après la mort et la destination finale, un concept qui a été introduit en premier lieu par des mystiques marocains et que l'on peut comparer aux idées chrétiennes ultérieures sur le purgatoire.

La première renaissance du mouvement shadhili a eu lieu au XV^e siècle. Des représentants importants sont *Al-Jazuli* (mort en 1465) qui est devenu un des sept saints de la ville de Marrakech et qui s'est fait connaître par son livre « Remarques sur le Bien », ainsi que *Ibn 'Isa* de Meknes (mort en 1526) dont les capacités extraordinaires furent connues dans tout le Maroc. Sa confrérie compte encore aujourd'hui plusieurs millions de membres en Afrique du Nord. Un derviche ambulant « sui generis » était *'Abderrahman al-Majdhub* (mort en 1565). Ses quatrains et sentences populaires circulent dans tout le Maroc. Les gens simples prononcent encore aujourd'hui ses sentences très aimées sans connaître leur origine. Elles ont été souvent imprimées et traduites dans des langues européennes. ¹⁷

Dans la troisième et dernière phase du mouvement shadhili qui débutait à la fin du XVII^e siècle et s'étendait jusqu'à la fin du XIX^e siècle, se réalisa une réconciliation entre l'islam canonique et mystique, surtout au Nord du Maroc. Un des représentants célèbres est *Moulay al-'Arabi ad-Darquawi* (mort en 1792). Ses lettres furent promulguées dans le Maroc entier et sa confrérie existe encore. Ses successeurs sont *Mohammed al-Buzidi* (mort en 1814) et *Ahmed Ibn 'Ajiba* (mort en 1809). Le dernier était un savant respecté par la société tétouanaise. A l'âge de 48 ans il abandonna tout et devint un soufi. Il écrivit des commentaires sur des œuvres soufis célèbres comme celles d'Ibn 'Arabi et Shushtari. Son œuvre « Ascension du regard vers les vérités de la mystique » est très connue. Le 15 septembre

de chaque année les pèlerins viennent visiter sa tombe. On honore sa mémoire par des chants et des danses. ¹⁸ Son fils ^cAbdelkader devint son successeur (mort en 1896).

Le dernier grand représentant de la Shadhiliyya au Maroc est *Mohammed al-Harraq* (voir supra), dont le chemin de vie présente beaucoup de parallèles avec la biographie d'Ibn ^cAjiba. Lui aussi était un savant connu à Tétouan qui se dirigeait vers la mystique sur les conseils de Moulay al-^cArabi ad-Darqawi. Les poèmes mystiques de Harraq sont devenus immortels et sont encore aujourd'hui cités et chantés. On connaît surtout sa grande ode mystique qui commence par la ligne – en allusion aux amants Majnun et Laila de la période préislamique :

« Tu cherches Laila, mais elle rayonne en toi,
Tu la cherches ailleurs, mais ailleurs qu'en toi elle
n'est pas. »

C'est un symbole de l'unification avec le Divin dans sa propre âme, comme déjà proclamé par les premiers mystiques musulmans comme Al-Hallaj (mort en 922) ou des mystiques chrétiens comme Maître Ekkehart (mort en 1327). Avec Mohammed al-Harraq s'achève la dernière grande période de la Shadhiliyya, mais les idées mystiques ont été transmises dans sa confrérie al-Harraqia ou dans la Darqawiyya et d'autres.

Ici encore quelques remarques sur le mouvement 'marabout' et sur les confréries religieuses et leur enracinement dans la société marocaine. Quand les dynasties régnaient en décadence, les différents marabouts et confréries prenaient la population en charge dans leur région. Depuis le déclin des états berbères des Almoravides et Almohades dans lesquels l'arabe était la langue officielle, très peu de tribus berbères avaient adopté la langue arabe. De ce fait, le coran, le hadith et la poésie mystique restaient inaccessibles aux Berbères, non seulement dans le Moyen et Haut Atlas, mais jusqu'aux confins du Sahara. Les marabouts avaient pour mission de mieux expliquer l'islam aux Sahraouis.

Mohammed ibn Nasir (mort en 1674) en est l'un des exemples. Il exerça avec la fondation de la zawiyya 'Tamghroute¹⁹ (au sud de Zagora) une grande influence sur l'Atlas et le Sud-est du Maroc qui s'étendit même jusqu'en Afrique Noire. Etant donné qu'il se considéra comme successeur de Abu 'l-Hassan ash-Shadhili et eut adopté ses méthodes, p.ex. la prière de dhikr, l'islam mystique se répandit aussi chez les Berbères dans l'Atlas.

Même la confrérie de Dila' dans le Moyen Atlas qui devenait plus tard un état dans l'état, fit preuve non seulement d'une force religieuse mais aussi politique. Le dernier cheikh de la zawiyya Dila' Mohammed al-Hajj, forma une armée à l'époque des désordres de la dernière période des Saadiens, avec laquelle il conquiert une grande partie du Maroc. Il renversa la dynastie saadienne et battit les Alaouites émergents en l'an 1646. Sultan Ismail pouvait finalement mater le soulèvement des Dila'ites. Plusieurs personnalités comme Sidi Hassan al-Yussi et Sidi Sa'id, qui avaient échappés au soulèvement, sont devenus plus tard les saints du peuple.

Comme le soufi *Abdeslam ibn Mashish* (voir supra) était le saint du Nord, le soufi *Sidi Ahmed u Musa de Tazerwalt* (mort en 1564) était le marabout le plus vénéré du Sud. Il renouvela l'islam mystique selon les doctrines de Jazuli (voir supra) et combattit les Portugais qui avaient pénétré dans la côte atlantique. Sidi Ahmed était la quintessence d'un marabout : à la fois mystique et combattant de la foi. Même s'il n'a pas laissé des écrits, l'histoire spirituelle et politique du Sud du Maroc n'est pas pensable sans lui. Il faut noter que la principauté de Tazerwalt, très longtemps indépendante du Maroc, située à l'est de Tiznit à l'entrée du Sahara, qui s'était enrichie par le commerce transsaharien et où vivaient pacifiquement aussi beaucoup de juifs autochtones, ne fut finalement détruite qu'en 1881 par Hassan I. Mais le sultan édifia à Iligh, le centre religieux, un sanctuaire impressionnant à la mémoire du saint. Ce tombeau représente pour les habitants pauvres du Sahara –

comme celui d'Ibn Mashish au Nord – le remplacement pour le pèlerinage à La Mecque.

La seule confrérie qui ne se base pas sur le mouvement shadhili, est *la Tijaniyya*. Le fondateur fut *Ahmed at-Tijani*, né en 1737 à 'Ain Madi/Algérie de l'Ouest et mort en 1815 à Fès où il s'était installé à l'âge de vingt ans. Après un pèlerinage à La Mecque et des études au Caire et à Tunis, il retourna au Maroc. Sa confrérie se distinguait par une extrême sobriété et se démarquait fortement de la confrérie populaire darqawiyya et d'autres branches de la Shadhiliyya, même si d'autres coutumes soufies furent assimilées, telles que la prière du dhikr chaque soir et la réunion autour du tombeau du saint. A part le pèlerinage à La Mecque, tous les pèlerinages aux tombeaux des saints étaient interdits, ainsi que la vénération des saints et des rapports sur les miracles des saints. L'essentiel était d'intérioriser des obligations et prières islamiques. Un autre aspect d'Ahmed Tijani était le refus du combat politique qui, pendant des siècles, était significatif pour le mouvement marabout. La simplicité de l'admission à la confrérie a beaucoup favorisé sa propagation. De ce fait elle est encore aujourd'hui le plus important mouvement qui s'étendait jusqu'en Afrique Noire, surtout au Sénégal ²⁰ et jouait le rôle d'une mission intérieure et extérieure.

Etant donné que la Shadhiliyya naquit au Nord du Maroc et s'étendit sur toute l'Afrique du Nord jusqu'en Egypte et que les branches ultérieures furent également surtout actives au Nord, on avait l'impression que le mouvement mystique était seulement présent au Nord. Mais ceci ne correspond pas à la réalité, parce que les confréries mystiques – comme les petits zawiyas – existent dans le Maroc entier jusqu'en Mauritanie. *La Fadiliyya*, une confrérie ouest-saharienne, en est un exemple. Elle est présente dans toutes les provinces marocaines sahariennes et en Mauritanie. R. Boubrik a exposé dans une étude exhaustive toutes les facettes de cette confrérie. Le fondateur fut *Mohammed Fadil* (né en 1797, mort en 1869), originaire de la région de l'Haud dans le sud-est de la Mauritanie. Le développement de son

mouvement dérivait de la Qadiriyya à laquelle il appartenait auparavant. Il n'y avait pas de relations avec la Shadhiliyya.

Cinq des quelque quarante fils de Mohammed Fadil fondèrent cinq autres confréries, car la succession du Cheikh ne put connaître de règlement. Deux de ses fils jouèrent un grand rôle : Sa'ïd Buh et Ma' al-^{ci}ainain (voir supra). Leur biographie nous renseigne clairement sur le cours ultérieur des confréries. Si les confréries (appelées turuq, pluriel de tariqa, ou zawayas, pluriel de zawia) autrefois exclusivement dévolues à l'éducation musulmane et aux actions de bienfaisance, depuis le XVIII^e siècle le cadre purement religieux des confréries musulmanes a volé en éclat pour intégrer des actions sociales voire politiques. Le fondateur de l'ordre, Mohammed Fadil, tirait certes sa légitimité de sa filiation chérifienne et de son pouvoir charismatique sur le fondement de la foi musulmane, mais, en sa qualité de guide religieux, il étendait son influence au secteur social et politique.

Il y eut ainsi amalgame des pouvoirs religieux et politiques. Des guides de confréries religieuses devinrent plus puissants que les théologiens musulmans, de même le soufisme élitaire fut surpassé par les confréries populaires. Toujours est-il qu'un cheikh soufi était plus populaire qu'un théologien rigide. Les théologiens, en leur qualité d'interprètes du droit musulman, ne détenaient que la « science extérieure » (= al-^{ci}ilm az-zahir), tandis que les confréries et soufis étaient généralement considérés comme les vrais héritiers du Prophète du fait qu'ils étaient les détenteurs de la « science intérieure » (= al-^{ci}ilm al-batin) et détenaient ainsi la vérité. On ne saurait surestimer l'importance que cette nouvelle conception a eue au tournant du siècle pour le Sahara (Mauritanie et les quatre provinces sahariennes du Maroc).

Lorsque les Français ont étendu leur empire de Saint-Louis du Sénégal au Nord vers la Mauritanie et, à partir du XIX^e siècle, ont exercé un certain contrôle sur la Mauritanie, en exploitant les rivalités entre les différentes tribus, ce qui a

suscité des réactions diverses comme on peut l'observer chez les deux fils de Mohammed Fadil : Sa^cd Buh, qui passait pour l'ami des Français, tenta d'occuper le rôle de médiateur entre tribus pour le bénéfice de la France – les chefs de confréries firent de même au Sénégal. Le colonisateur ne voulut pas recourir à la violence des armes mais préféra se servir de l'autorité religieuse et sociale des chefs de confrérie. Il en alla tout autrement avec Ma' al-^cainain, il passait pour l'ennemi des Français, il s'était établi dans le Nord du Sahara, dans la Saquia al-Hamra, une région qui était déjà désignée autrefois comme la « terre des saints »²². C'est à partir de ce lieu qu'il propagea les idées de son père dans près de trois cents écrits. La tariqa d'Ahmed Zarruq (mort en 1494) fut adoptée par la Fadiliyya, on s'y référait aussi à Ibn Mashish et à Ibn ^cArabi. Mais Mohammed Fadil, qui devint par la suite le saint protecteur de la région, avait ainsi, par la constitution d'une tribu, provoqué une certaine sécularisation de la tribu qu'il présidait.

Sa^cd Buh qui s'était établi à Trarza dans le Sud-ouest de la Mauritanie, soutenait les Français qui de leur côté le soutenaient. Ma' al-^cainain, qui avait déjà reçu depuis longtemps le soutien du sultan Hassan Ier, détenait quant à lui l'autorité morale sur le Nord. Dès le règne du sultan ^cAbderrahman, il s'était imposé contre Bayruk, le chef des tribus Tekna. Il aplanissait les querelles tribales, organisait la formation scolaire, assurait la sécurité des voies caravanières, appelait à la guerre sainte contre les Espagnols qui s'étaient fixés sur la côte atlantique du Sahara et fonda la ville de Smara en 1896 qui fut achevée en 1902.²³ Il fut soutenu dans son entreprise par le sultan ^cAbdelaziz, ce qui montre qu'il était constamment en contact avec le pouvoir central marocain. Il organisa la résistance contre le colonisateur.

Sa^cd Buh tenta d'attirer son frère dans son camp, mais sans succès ; pire encore : quand il voulut concéder le contrôle sur la Mauritanie aux Français lors de sa visite à St. Louis en 1902, il fut déçu par ceux-ci. Il déclara qu'il avait joué pendant vingt ans le rôle de médiateur pour mettre

à l'abri tant les Français que les tribus de tout préjudice, « maintenant vous voulez nous occuper ! ²⁴. Nous ne sommes pas habitués à vivre sous un gouverneur – fût-il musulman –, nous sommes des tribus libres, nous ne voulons pas payer l'impôt ni recruter de soldats pour vous. » Les Français laissèrent à la *zawīa* sa souveraineté fiscale ainsi que ses esclaves qui étaient nécessaires pour l'économie et l'agriculture. Sa^cd Buh se conformait donc à la maxime des nomades : « La main que tu ne peux pas couper, il faut que tu la baises. »

Si son frère Ma'al-^cainain avait agi de même, les Français auraient poursuivi leur expansion vers le Nord, ce qui a été empêché par des livraisons d'armes allemandes - tolérées par les Espagnols - avec la bénédiction du sultan ^cAdelaziz . Ma'al-^cainain quitta à quatre-vingts ans passés Smara pour Tiznit où il mourut en octobre 1910. Son fils Hassana poursuivit la guerre sainte, mais le soutien du sultan ^cAbdelhafidh lui fut retiré. Sa^cd Buh, devant les avancées de la colonisation, avait posé la question de savoir si une guerre sainte contre le colonisateur était légitime. Son frère Ma'al-^cainain avait répondu par l'affirmative. C'est dire avec quelle ampleur l'action des confréries avait opéré, comme l'illustre en détail le cas retenu ici de la Fadiliyya. Elles assuraient non seulement la direction spirituelle, mais se chargeaient aussi de l'action politique. Ces actions ont été soutenues par les souverains marocains ²⁵, car il n'y allait pas seulement du bien des diverses tribus mais aussi de tout le pays. En tout cas les confréries ont été un élément stabilisateur tout au long de l'histoire du Maroc.

Même si la profondeur de la culture marocaine trouve son expression privilégiée dans la littérature mystique, beaucoup d'écrits, transmis seulement à l'état de manuscrit, ont été rédigés au cours des siècles dans d'autres domaines : le droit musulman et la théologie, la géographie et la cosmologie ainsi surtout en médecine, particulièrement en phytomédecine et en pharmacologie, mais aussi de nombreuses relations de voyages, comme par exemples celle d'Ibn Battuta (mort en 1368) qui était né à Tanger,

sans compter les écrits sur la magie. Il y a aussi quantité de biographies rédigées en prose rythmée. L'âme du peuple marocain trouvait par contre son expression spécifique dans des contes ²⁶ et des poèmes, souvent seulement transmis oralement ou chantés. Ce sont surtout des savants allemands qui ont exploré ce champ. ²⁷

La renaissance de la littérature arabe eut lieu au début du XXe siècle d'abord au Moyen-Orient, au Liban, en Iraq et en Égypte. Des poètes comme Khalil Gibran avaient subi l'influence de la philosophie prédominante à cette époque, en particulier celle de Nietzsche. Les œuvres de Gibran de même que les romans du lauréat du prix Nobel Naguib Mahfouz comptent, hier comme aujourd'hui, au nombre des œuvres les plus lues dans le monde arabe. On ne manquera pas de noter que les symboles mystiques abondent dans la poésie arabe moderne. On y remarque aussi la présence des figures importantes de la mystique musulmane comme Al-Hallaj, Ibn 'Arabi, Sohrawardi et Rumi. On les considère comme des critiques de la société, des représentants d'un nouvel humanisme voire même pour des surréalistes. C'est du moins ainsi que des écrivains comme le poète syrien Adonis, l'Iraqien 'Abdelwahhab al-Bayyati ou l'Égyptien Salah 'Abdessabur voient les choses. Nous avons affaire en tout état de cause ici à une remarquable manifestation de continuité culturelle où les propositions intemporelles des mystiques musulmans du Moyen-Age se fraient un chemin jusqu'à la poésie arabe moderne.

Au Maroc le calendrier fut différent. On ne peut véritablement parler d'une renaissance de la littérature de langue arabe ou française au Maroc qu'à la fin de l'ère coloniale – partiellement influencée par l'Égypte –, soit dans les années 1940-1950, le bilinguisme des Marocains ayant constitué un avantage. Ahmed Sefrioui (né à Fès en 1915) peut être considéré comme le vétéran des écrivains contemporains au Maroc.²⁸ Pour son premier roman « Chapelet d'ambre » qui date de 1949 il reçut le grand prix marocain de littérature. Il publia ses œuvres en langue française également à Paris et à Alger. – Driss Chraïbi

(né en 1926 à El Jadida) a vécu à partir de 1946 en France. Son premier roman « Le Passé simple », une critique sociale, fit l'effet d'une bombe au Maroc à sa parution en 1954 et fut interdit jusqu'en 1974. Ses dix-sept romans s'illustrent tous plus ou moins dans ce genre, mais ils abordent aussi des questions d'ordre général comme les droits des femmes, les droits des minorités et la tolérance en général.

Avec trente publications, l'écrivain marocain le plus lu est Tahar Ben Jelloun (né à Fès en 1944). Il vit depuis 1971 à Paris et a reçu le prix Goncourt pour « La Nuit sacrée ». Les thèmes de ses livres (des romans, des recueils de poésie, des pièces de théâtre) tournent autour des questions de l'émigration, du racisme et des phénomènes de société. – Il faudrait évoquer d'autres écrivains comme Abdellatif Laabi, Mustapha Nissabouri de Casablanca, Mohamed Loakira de Marrakech, Mohamed Zefzaf et Abdelhaq Serhane. Ils ont en commun de tous aborder des questions de critique sociale et un nouvel humanisme. – Mohamed Choukri est un cas particulier, cet autodidacte qui s'exprime en arabe vient du Rif où il est né en 1935. Il a vécu à Tanger et s'est lié d'amitié avec d'autres littérateurs, comme Jean Genet, Tennessee Williams et Paul Bowles. La publication de son premier roman « Le Pain nu », traduit en français par Tahar Ben Jelloun provoqua immédiatement un scandale en livrant une description d'une franchise très crue de la situation sociale du Nord du Maroc, principalement à l'époque coloniale espagnole.

Mentionnons encore d'autres auteurs écrivant en arabe, comme Mohamed Berrada, longtemps président de l'Association des écrivains marocains et qui vit aujourd'hui à Paris, ainsi que Mohamed Bennis. Les romans et les œuvres du premier ont été de ceux qui ont été le plus fréquemment traduits en français. L'un et l'autre ont fait leur thème : « Tradition et modernité » et, comme bon nombre d'écrivains marocains, ils évoluent autour des deux pôles que constituent culture et littérature du Proche-Orient, d'une part, et littérature de France, d'autre part. Dans la sphère de la critique littéraire, il faut encore

mentionner Abdelkebir Khatibi. Même l'ancien directeur de la Bibliothèque Nationale, qui occupa longtemps ce poste et est actuellement ministre des Cultes, Ahmed Toufiq, s'est essayé au roman, avec, par exemple, Jarat Abi Moussa (= les voisins d'Abu Moussa). Il est connu également pour avoir composé des ouvrages soufis.

Parmi les historiens de réputation internationale, se détachent tout spécialement Mohamed Kably et Abdallah Laroui, le premier dans le domaine de l'histoire médiévale, le second pour l'histoire contemporaine. « La crise des intellectuels arabes » et « L'idéologie arabe contemporaine » ont assis la réputation internationale de ce dernier. L'un et l'autre sont bilingues. – En philosophie également des Marocains ont accédé à une notoriété internationale, que ce soit Mohamed Aziz Lahbabi, le fondateur du « personnalisme musulman », qui a enseigné à Rabat et Alger, et le philosophe Taha Abderrahman, né en 1944, qui s'est fait connaître surtout par ses travaux sur la logique.

Mais des auteurs femmes se sont distingués aussi par des travaux en sciences sociales et, en particulier, sur les questions de la place de la femme. On pensera en premier lieu à Fatima Mernissi, brillante publiciste et défenseur des droits des femmes, auteur, entre autres, de « Le Maroc raconté par ses femmes », « Le harem politique » ou de « Sultanes oubliées ». D'autres noms de sociologues qui ont abordé les thèmes de la femme, de la famille et de l'enfant viennent à l'esprit, ceux de Ghita El Khayat, Rahma Bourqia, l'actuelle présidente de l'université de Mohammedia, et surtout Aicha Belarbi, ancienne secrétaire d'État et ambassadrice, qui s'est fait connaître par sa série en dix volumes, « Approches », consacrée à la question des femmes.²⁹

Outre la littérature et la recherche des Marocains contemporains ont fait œuvre dans d'autres domaines de la culture. Pensons seulement à l'art cinématographique actuel. De très nombreux metteurs en scène – citons seulement Abderrahman Tazi – ont traité de problèmes sociaux,

relatifs tant à la société urbaine que rurale. Retenons aussi l'existence de festivals cinématographiques internationaux à Marrakech et Tétouan. Il se déroule également un festival du film africain digne d'intérêt à Khouribga.

Tout aussi vivante est la scène théâtrale. De nombreuses pièces de théâtre, qui tirent leur inspiration du riche fond de la littérature populaire dialectale, sont représentées au théâtre ou diffusées par la télévision. Les pièces qui abordent crûment la critique politique et sociale semblent avoir tout particulièrement la faveur du public.

Ces tendances modernes se rencontrent également dans le domaine de la musique. Hier comme aujourd'hui, la musique traditionnelle de style andalou est jouée sans que soit négligée la musique européenne classique qu'a encouragée la création d'un orchestre symphonique national à Rabat qui organise également des concours musicaux. À Fès a lieu chaque année le très fréquenté festival international des musiques sacrées auquel participent beaucoup d'invités étrangers. Il est aussi l'occasion de la tenue d'un forum pour le dialogue entre les religions.

Mais la jeunesse s'enthousiasme davantage pour la nouvelle pop musique arabe, le fameux raï qui vient d'Algérie et traite des problèmes actuels, comme le chômage ou l'absence de perspectives. Le festival annuel international « Mawazine », qui se tient à Rabat et où affluent les gens de tout le Maroc, offre deux tendances : la jeunesse est initiée sur un site à Rabat-Souissi aux tendances musicales qui prédominent en Occident par des musiciens étrangers connus, tandis qu'on peut faire connaissance avec les nouvelles tendances de la musique arabe classique moderne en deux autres endroits, à Hayy El-Nahda et Hayy Yacoub al-Mansour. Ces deux derniers ont la préférence des jeunes. L'occidentalisation reste donc en ce domaine limitée. On ne saurait prédire si se produira une confluence de ces deux styles.

On peut dire en conclusion que les Marocains, peuple jeune, sont très présent dans tous les domaines de la vie culturelle et on ne peut qu'espérer qu'ils sauront préserver leur propre

culture tout en se livrant à de fructueux échanges avec l'Occident, voire en réalisant une symbiose avec lui.

En tout cas, il faut retenir que le Maroc a su préserver au cours de ses plus de douze siècles d'une histoire mouvementée son identité religieuse, culturelle et géographique, qui constitue la meilleure garantie pour entamer un dialogue ouvert et tolérant avec les autres cultures.

Notes

1. Outre de nombreuses monographies, également en langue arabe, ont été surtout utilisées les publications dont la liste suit. Parmi elles la meilleure étude en langue allemande est celle d'Uwe Topper.
 Rahal Boubrik, *Saints et société en Islam. La confrérie ouest-saharienne Fadiliyya*, Paris 1999.
 Attilio Gaudio, *Maroc Saharien du Tafilalet à Rio de Oro*, Paris 1985.
 Annemarie Schimmel, *Mystische Dimensionen des Islam*, Köln 1985 (en français : *Le soufisme, ou, Les dimensions mystiques de l'islam*, Le Cerf 1996).
 Uwe Topper, *Sufis und Heilige im Maghreb*, München 1984/1991.
 Mohamed Tozy, *Monarchie et Islam politique au Maroc*, Paris 1999.
 J. Spencer, *Trimingham, The Sufi Orders in Islam*, Oxford 1971.
2. Omar Metioui, *Tanger : Histoire de la musique arabo-andalouse*, Tanger 2001.
3. U. Topper, *op. cit.*, p. 61-63.
4. Pour des détails sur sa vie et ses œuvres ainsi que sur sa philosophie mystique, cf. A. Schimmel, *op. cit.*, p. 388-395.
5. Un jour que je donnais une conférence dans les années 1970 à Chefchaouen sur Harraq en le comparant à un mystique persan, (texte in : B.M. Weischer, *Nur ash-sharq. Muhadarat adabiyya*, Casablanca 1999, p. 57-75), quelle ne fut pas ma surprise, alors que je citais quelques vers du *Divan de Harraq*, que d'entendre toute l'assistance commencer à chanter ces vers.

6. U. Topper, op. cit., p. 11.
7. Ibidem, p. 13 sq.
8. Cf. U. Topper, op. cit., p. 25.
9. Pour la traduction de quelques-uns de ces chants du Divan, cf. U. Topper, op. cit., p. 46-48.
10. Ibidem, p. 56-58.
11. Cf. A. Schimmel, *Gärten der Erkenntnis*, Köln 1982, p. 162-167, qui propose une traduction de quelques-uns de ses Hikam (= maximes de sagesse). -
Sur la Shadhiliyya en général, cf. A. Schimmel, *Mystische Dimensionen des Islam*, p. 354-360 (en français : *Le soufisme, ou, Les dimensions mystiques de l'islam*, Le Cerf 1996).
12. Sur le Système d'Ibn 'Arabi cf. l'analyse de A. Schimmel, p. 374-387 et sur les héritiers de l'école d'Ibn 'Arabi en Orient, cf. ibidem p. 396-406.
13. *Tarjuman al-ashwaq* (Edition de Beyrouth 1966), N° 11, ligne 13-15.
14. U. Topper, op.cit., p. 63-100, a abondamment traduit tant l'œuvre d'Ibn 'Arabi que des textes biographiques relatif à celui-ci.
15. Traduction de U. Topper, p. 134.
16. Cité aussi par U. Topper, p. 143.
17. Pour une des dernières éditions consulter la traduction espagnole : *Pensamientos y maximes de Sidi Abdurrahmen al Maxdub* (Madrid 1955).

18. Cf. J.L. Michon, L'Autobiographie du soufi marocain Ahmed ibn 'Ajiba (Leiden 1969) et U. Topper, p. 201-217 avec de larges extraits de ses œuvres.
19. Cf. A. Gaudio, op. cit., p. 55-59, und R. Boubrik, op. cit., p. 50.
20. À propos de la Tijaniyya au Sénégal, on parle d'une forme particulière, puisque le culte des tombeaux proscrit par le fondateur continue d'être pratiqué ; cf.
B.M. Weischer, Dialoge mit dem Islam, Marburg 2008, p. 75 (trad. fr. Un orientaliste allemand dialogue avec l'Islam, éditions du Sandre, Paris 2008)
21. R. Boubrik, Saints et société en Islam. La confrérie ouest-saharienne de la Fadiliyya, Paris 1999.
22. R. Boubrik, p. 58 und 131.
23. A. Gaudio, p. 99-112 (avec des photos éclairantes).
24. R. Boubrik, p. 151.
25. C'est vrai jusqu'à aujourd'hui. On pouvait apprendre encore récemment par la presse que le roi Mohamed VI a fait des dons à plusieurs confréries dont la Harraqiyya et la Darqawiyya (cf. Le Matin du 3.3.2011, p. 2, et du 7.3.2011, p. 2), ainsi qu'à la Boutschichiyya, dont est également membre le ministre des Cultes.
26. Cf. P. Dienstbier und M. Ellorhaoui (Responsable de l'édition.), Das Kamel auf der Palme. Erzählungen aus Marokko, Augsburg 1993 ; s'y trouvent aussi des récits d'Abdelkrim Lardi, qui a composé d'autres histoires encore en langue allemande.

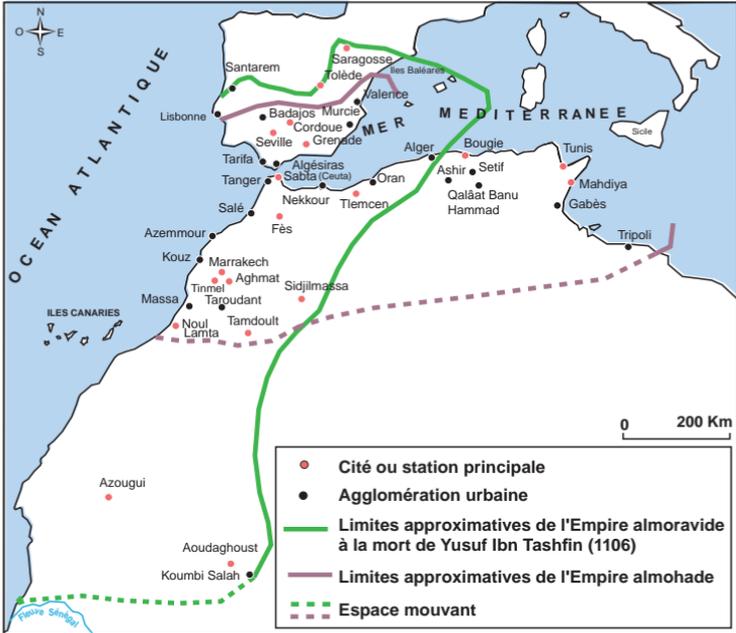
27. Cf. H. Stumme, *Dichtkunst und Gedichte der Schluh*, Leipzig 1895, et U. Topper, *Märchen der Berber*, Köln 1986.
28. On trouve une remarquable présentation de tous les écrivains marocains contemporains avec données biographiques et mention de leur tendance littéraire in S. Bouvier (dir. de la publication du recueil), *Écritures marocaines contemporaines*, Rabat 2001.
29. La publication de ses travaux a été soutenue par la Konrad-Adenauer-Stiftung étant donné que la question de la femme arabe constitue un thème important dans les sociétés musulmanes modernes.

Table chronologique

Idrissides	1ère dynastie	789 - 985
Barguata	État berbère (situé entre les actuelles villes de Rabat et de Safi)	744 - 1058
Almoravides	2 ème dynastie	1059 - 1147
Almohades	3 ème dynastie	1147 - 1248
Mérinides	4 ème dynastie	1248 - 1465
Wattasides	5 ème dynastie	1465 - 1555
Saadiens	6 ème dynastie	1555 - 1659
Alaouites	7 ème dynastie	1631 – jusqu'à ce jour
Protectorat français	Dans le centre du Maroc	1912 - 1956
Protectorat espagnol	Dans le Nord du Maroc	1912 - 1956
Protectorat espagnol	Dans les provinces sahariennes	1885 - 1979
La République du Rif	Dans le Nord du Maroc	1922 - 1926

Cartes historiques

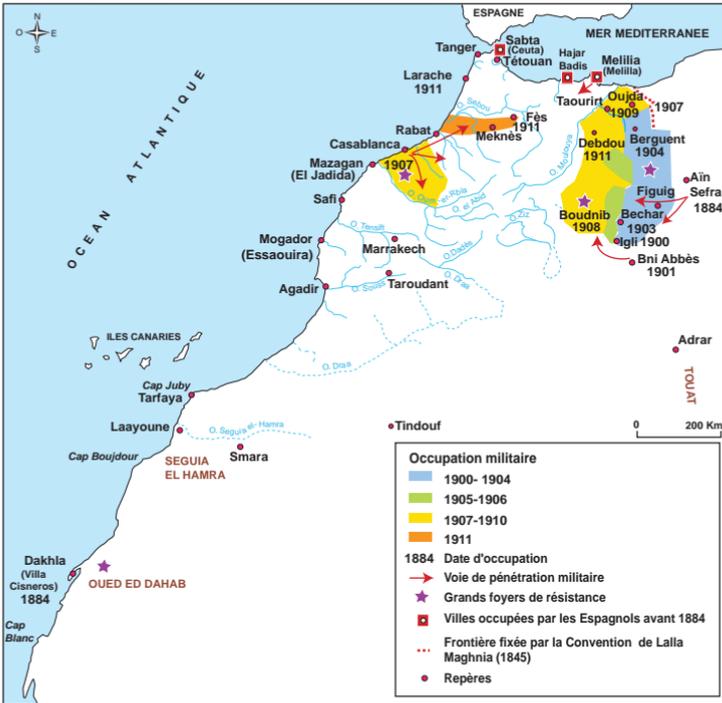
Les empires des Almoravides et Almohades



D'après - V . Lagardière, Les Almoravides, l'Harmattan, Paris, 1989

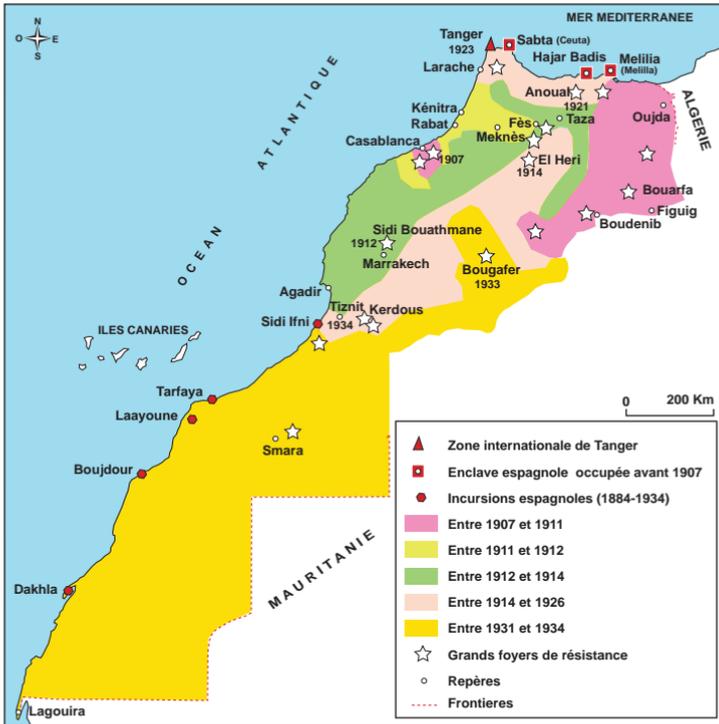
- J. Abou Nasr, A history of Maghrib in Islamic Period, Cambridge University Press, 1993

La pénétration européenne au Maroc (1884-1911).



D'après D. NORDMAN , *L'armée d'Algérie et le Maroc: le dynamisme de la conquête (fin du XIX^e-début du XX^es*
 in *Profil du Maghreb: Maghreb, frontières, figures et territoire (XVII^e-XX^es.)*, Publications de la Faculté des
 Lettres et des Sciences Humaines, Rabat, 1996, p.51.

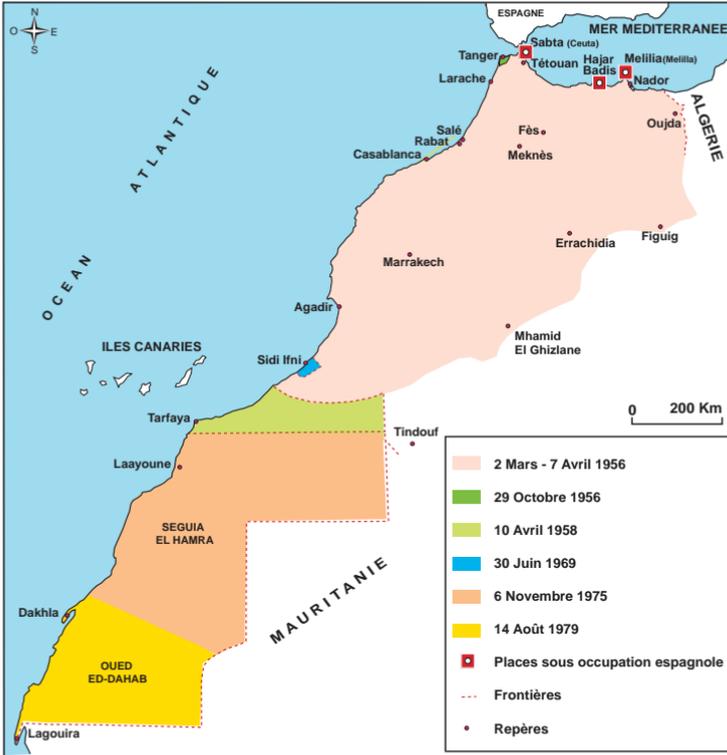
Les étapes de l'occupation et de la résistance (1907-1934)



D'après - *Au Maroc, la paix française*, Renseignements Coloniaux, Publications du Comité de l'Afrique française et le Comité du Maroc, Paris, 1936.

- *La résistance marocaine contre la colonisation (1904-1955)*, (en langue arabe), Actes de Colloque, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Agadir, 1997.

Le procès de la récupération du territoire



Bernd Manuel Weischer, Dr. phil., Dr. théol., Privatdozent à l'Université de Hambourg, ancien Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines à Rabat, Prof. h. c. of the China Academy à Taipei/ Taiwan, est un orientaliste allemand, vit depuis plus de trente ans en Afrique du Nord (Casablanca, Le Caire, Tunis, Rabat). Il a publié de nombreux essais sur 'Attar, Kirmani et d'autres figures de la mystique islamique. Il s'est également fait un nom avec la publication de six volumes sur des textes éthiopiens chrétiens anciens (avec traduction en allemand et comparaison avec des textes grecs).

Après de nombreux voyages dans des pays islamiques et asiatiques en tant que professeur invité et conférencier, il a enseigné ces dernières années à l'Université Mohamed V à Rabat. Depuis un certain temps il se penche sur des questions actuelles de la culture et politique arabe. Ses écrits sont publiés en arabe, allemand, anglais, français et espagnol. Sa dernière étude en langue française a été publiée sous le titre « Un orientaliste allemand dialogue avec l'Islam (Editions du Sandre, Paris 2008).

Helmut Reifeld, est un Historien. Il a étudié aux Universités de Freiburg, Edinburgh et Münster, où il a obtenu un doctorat d'Etat en histoire avec une thèse sur la conceptualisation de l'impérialisme en grande Bretagne à la fin du 19^{ème} siècle . Après, il était chercheur à l'institut Historique Allemand à Londres pour la classification des documents militaires dans la zone d'occupation britannique en Allemagne entre 1945-1949. Ensuite, il a enseigné à l'université de Bayreuth. Depuis 1993 il travaille avec la fondation Konrad Adenauer. Entre 1997 et 2004 il a été représentant de la KAS en Inde, parallèlement chargé de nouveaux projets en Afghanistan en 2002. De 2004 à 2011 il a été chef du groupe « Planification sectorielle » au Département Coopération Internationale. Depuis Septembre 2011, il est représentant de la KAS au Maroc.



Konrad
Adenauer
Stiftung

On peut dire que les Marocains, peuple jeune, sont très présent dans tous les domaines de la vie culturelle et on ne peut qu'espérer qu'ils sauront préserver leur propre culture tout en se livrant à de fructueux échanges avec l'Occident, voire en réalisant une symbiose avec lui.

En tout cas, il faut retenir que le Maroc a su préserver au cours de ses plus de douze siècles d'une histoire mouvementée son identité religieuse, culturelle et géographique, qui constitue la meilleure garantie pour entamer un dialogue ouvert et tolérant avec les autres cultures.

www.kas.de

